

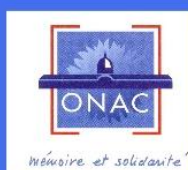
CONCOURS NATIONAL DE LA RESISTANCE ET DE LA DEPORTATION 2010-2011

DOSSIER PEDAGOGIQUE ET DOCUMENTAIRE RÉGION PAYS DE LOIRE

(Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe, Vendée)



**« LA RÉPRESSION DE LA RÉSISTANCE EN FRANCE PAR
LES AUTORITÉS D'OCCUPATION ET LE RÉGIME DE VICHY »**



SOMMAIRE

1. PRESENTATION	p. 3
1.1. Contexte historique régional	p. 3
2. Pages départementales (Brefs rappels historiques, ressources pédagogiques et documentaires, bibliographie départementale)	
2.1. Loire-Atlantique	p. 4
Un résistant parmi d'autres - Marin Poirier	p. 6
2.2. Maine-et-Loire	p. 7
Un résistant parmi d'autres - Bernard Anquetil	p. 9
2.3. Mayenne	p. 10
Un résistant parmi d'autres - Adolphe Bouvet	p. 11
2.4. Sarthe	p. 13
Un résistant parmi d'autres - Claude Niox	p. 14
2.5. Vendée	p. 16
Un résistant parmi d'autres - Alphonse Gouraud	p. 18
3. L'exemple régional : un résistant victime de la répression Alexandre Guillon	p. 19
4. Pour aller plus loin	p. 21
4.1. Abécédaire	p. 22
4.2. Chronologie indicative	p. 24
4.3. Ressources pédagogiques et documentaires	p. 24
4.4. Des expositions	p. 25
4.5. Quelques sites internet utiles	p. 26
4.6. Filmographie	p. 27
4.7. Discographie	p. 28
4.8. Bibliographie générale indicative	p. 29
4.9. Littérature jeunesse	p. 30

1. PRESENTATION

Ce dossier pédagogique a pour vocation de donner des pistes de recherches à la fois historiques, bibliographiques, artistiques, cinématographiques, musicales ou littéraires pour le thème du concours de la Résistance et de la Déportation de cette année : « **La répression de la Résistance en France par les autorités d'occupation et le régime de Vichy** ».

Nous avons choisi de présenter ici des centres de ressources au sein de chaque département de la région Pays de Loire, où les enseignants, les jeunes ainsi que le public peuvent trouver des documents relatifs à cette période de l'histoire du 20^{ème} siècle. Certains documents ou certaines archives sont indiquées avec plus de détails, afin de donner des idées aux élèves, tels la presse numérisée régionale ou nationale, etc.

Les catégories mettant en valeur des productions sonores, filmographiques ou audiovisuelles ne sont pas oubliées. En effet, un grand nombre d'œuvres cinématographiques ou télévisées ayant trait à la Résistance, de même que des chansons d'époque revisitées au cours du temps, tel le *Chant des partisans* chanté par Yves Montand ou plus récemment Zebda sont évoquées dans une rubrique spécifique.

Ce document est là pour donner des pistes de travail, de réflexions et montrer que le Concours de la Résistance peut aussi servir à mettre en place des projets transversaux entre des enseignements comme le recommande le ministère de l'Education nationale. Cette synthèse, qui a une vocation pédagogique, ne tend pas à l'exhaustivité.

La **Fondation de la Résistance** édite aussi un livret diffusé à l'ensemble des établissements scolaires de France mais dont l'optique est plus historique. L'un et l'autre sont très complémentaires sur la thématique du CNRD 2011.

1.1. Contexte historique régional

La résistance dans la région Pays de la Loire¹

Malgré une occupation inégale, due aux contrastes entre ville et campagne mais aussi entre le littoral et l'intérieur, la région exerce des fonctions de commandement très importantes au sein de l'appareil administratif et militaire allemand (particulièrement Angers et Le Mans). Cette situation renforce les enjeux géostratégiques d'une région déjà marquée par la présence de la Loire, érigée en ligne de front tant en 1940 qu'en 1944, d'une façade maritime importante (ports, base sous-marine de Saint-Nazaire, mur de l'Atlantique...) et de carrefours majeurs de communication terrestres (Nantes, Le Mans).

Après de multiples actes isolés et les premières formes d'organisation – par exemple les filières d'évasion de plusieurs centaines de prisonniers de guerre français à Nantes, Mayenne, Ernée, Laval, Saumur ou encore en Vendée en 1941, on observe une nette orientation vers l'activité de renseignement. En lien avec le Bureau central de renseignement et d'action de la France Libre ou les services britanniques, elle est justifiée par la position géostratégique de la région. Si tous les grands réseaux de la zone nord sont représentés, le plus actif est sans conteste « Confrérie Notre-Dame Castille », et certains réseaux d'implantation plus locale ne manquent pas d'ampleur tel que le réseau « Kléber » en Sarthe (Jean-Marie Lelièvre) dès septembre 1940 et plus encore le réseau « Honneur et Patrie » de l'Angevin Victor Chatenay qui recrute près de 300 agents.

A la confluence des dynamiques contradictoires, l'année 1943 marque indiscutablement un tournant. On assiste à une structuration du paysage résistant autour de trois mouvements dominants : « Libération-Nord », l'Organisation civile et militaire etc. A la propagande et aux renseignements des premières heures s'ajoutent désormais des réseaux « Action ». D'initiative locale au départ (Joseph Brochard et Jacques Foccart en Mayenne, Jules Lecoq en Maine-et-Loire), ces opérations (évasions et parachutages notamment) sont très vite encadrées par des réseaux franco-alliés - Special Operations Executive (S.O.E. – services secrets britanniques) – particulièrement en Maine-et-Loire, Mayenne ou Sarthe avec le réseau « Sacristain » d'Ernest-Fred Floege.

Cette diversification de la Résistance s'accompagne d'une intensification de ses activités. Signe de cette massification, à Evron le groupe « franco-anglais » d'André Mille imprime entre août et

¹ Bergère Marc, in *Dictionnaire historique de la Résistance*, édition Bouquins, Robert Laffont, 2006, p. 304-306.

décembre 1943, 3800 cartes d'identité, 1150 feuilles de démobilisation et 315 certificats de travail. Dans le même temps, en Sarthe voisine, le groupe Hercule (trois émetteurs) transmet à Londres 138 messages pour cinq organisations différentes entre le 30 avril et le 8 août 1943. Sur le territoire sarthois toujours, les équipes S.O.E. réceptionnent 22 parachutages de février à novembre 1943. En Mayenne, de 4 parachutages réussis en 1943, on passe à 25 réalisations en 1944. Cette intensification, conjuguée avec une accélération des événements de la guerre (bombardements et STO en particulier), s'accompagne d'une expansion des effectifs résistants. Ainsi en Maine-et-Loire la période décembre 1942 – août 1943 marque-t-elle la phase la plus intense d'entrée en résistance. Témoinnant d'un changement d'échelle, c'est aussi courant 1942 et 1943 que s'engage un phénomène d'osmose entre minorité résistante active et population majoritairement attentiste. Certaines manifestations collectives permettent à la population d'affirmer son adhésion tout en signifiant sa désapprobation de la collaboration : à Angers, le 17 avril 1942 contre Jacques Doriot, à l'initiative du Front national, ou à Château-Gontier le 4 août 1943 ouvre aussi une période de répression sévère, source de déstructuration profonde, durable et lourde de conséquence dans l'optique de la Libération.

Paradoxe suprême enfin, au regard de l'implantation du Parti communiste français avant guerre et de la culture politique dominante, quelques groupes déterminés vont ériger la région nantaise en un haut lieu de mémoire de la lutte armée communiste. A partir de l'exécution du Feldkommandant Hotz par des communistes parisiens le 20 octobre 1941, l'Organisation spéciale locale n'est réellement opérationnelle que fin 1941. Elle atteint son apogée en 1942 avec 34 attentats contre des biens ou des personnes. Une telle intensité circonscrite à la seule agglomération nantaise pousse les autorités françaises à y voir un des foyers « terroristes » les plus actifs de la zone nord.

En dehors des épiphénomènes, force est de constater que la région se distingue surtout par la faiblesse globale de sa résistance armée. Le choix de l'Organisation de Résistance de l'Armée mais aussi de l'Armée secrète, prédominantes ici, ainsi que d'une stratégie attentiste jusqu'à l'arrivée effective des Américains, ajouté aux contraintes géographiques mais aussi à un manque structurel de moyens, conditionnent largement cette situation.

2 – Pages départementales

2.1. Loire-Atlantique

➤ Rappel historique ²

La Loire-Inférieure voit une mobilisation sans enthousiasme, espère en la victoire, puis connaît les heures douloureuses de la défaite annoncée. Dès mai 1940, les réfugiés affluent, repoussés par l'avance allemande. Mi-juin, les troupes anglaises débarquées en septembre 1939, refluent et rembarquent à Nantes et à Saint-Nazaire. Le 19 juin, les Allemands occupent Nantes, déclarée « ville ouverte ». Le même jour, à Saint-Nazaire, le cuirassé « Jean Bart », en voie d'achèvement, prend la mer pour gagner Casablanca.

Le département s'installe alors dans l'occupation ; rationnement et réquisitions pèsent sur la population qui reçoit des tickets. Le marché noir se développe. Touchée l'économie ne redémarre qu'en 1942 pour être alors confrontée à un manque de main d'œuvre ; la construction du mur de l'Atlantique par l'organisation TODT absorbe une grande partie de celle-ci. Tirant parti du site de Saint-Nazaire sur l'estuaire de la Loire, les Allemands y construisent une base sous-marine capable d'accueillir, réparer, ravitailler les U-Boots qui torpillent les navires des convois alliés. Les nombreux bombardements anglais ne pourront l'endommager. Seule, l'action d'un commando britannique, en mars 1942, réussit à rendre inutilisable la forme Joubert où auraient pu être réparés les navires de guerre allemands.

Avec l'arrivée de l'ennemi débute la résistance qui se manifeste par la création d'un Comité départemental d'aide aux prisonniers favorisant les évasions mais aussi les sabotages dès juin 1940. Plusieurs de ses membres tels Léon Jost, Alexandre Fourny ou Marin Poirier sont arrêtés en 1941 et condamnés. Marin Poirier, le 30 août 1941, est le premier résistant exécuté.

Venu de Londres et caché à Nantes, le commandant d'Honoré d'Estienne d'Orves avait réussi à établir, en décembre 1940, la première liaison radio entre la France et de l'Angleterre avant d'être arrêté. C'était le début de l'existence d'un réseau organisé.

Le 20 octobre 1941, le lieutenant-colonel Hotz, commandant allemand de la place de Nantes, est abattu. Réaction ennemie immédiate : 50 otages sont pris parmi les détenus politiques ou résistants, condamnés ou incarcérés pour leurs opinions et actions, puis sont fusillés à Nantes et à Châteaubriant. A côté du réseau de renseignements « Cohors-Asturies » opérationnel dès l'été 1942, « Libération-Nord » se spécialise dans la

² Dépliant *Les lieux de mémoire de la Seconde Guerre mondiale*, Loire-Atlantique, DMIH.

propagande et la collecte d'informations avant d'entreprendre des actions sabotage identiques à celles qu'effectuent le Front National et les groupes F.T.P.F. depuis l'été 1941.

A la suite de nombreuses actions menées contre l'occupant d'octobre 1941 à juin 1942, la Police nazie (S.D.) s'associe à la S.P.A.C. (Section Française de Police Communiste) et lance en juillet 1942 une vaste opération d'arrestations. 143 personnes sont ainsi interpellées dont plusieurs républicains espagnols. Le 15 janvier 1943, s'ouvre à Nantes le procès dit des « 42 ». En réalité, 45 résistants sont traduits devant le Conseil de Guerre allemand. Le verdict tombe le 28 janvier : 3 sont acquittés (en fait 2 seront repris puis déportés), 3 sont condamnés à la prison, 2 font l'objet d'un complément d'enquête, 37 sont condamnés à mort. Le 29 janvier, 9 patriotes sont exécutés au Bêle. Le 13 février, 25 autres condamnés sont fusillés, puis le 7 mai 3 nouvelles exécutions sont enregistrées³.

La résistance militaire dont le général Audibert est le chef, se développe surtout au sein du « Libération-Nord ». En avril 1943, l'Armée Secrète est constituée mais beaucoup de ses membres, un an plus tard, sont capturés ainsi que de nombreux cadres des autres mouvements de résistance.

Alimenté surtout par les réfractaires au S.T.O., encadrés par ces chefs militaires, le maquis de Saffré, formé à la mi-mai 1944, est attaqué le 28 par les Allemands et la Milice. 13 maquisards sont tués et parmi les jeunes faits prisonniers. 27 sont fusillés le lendemain à la Bouvardière (Saint-Herblain), d'autres sont déportés.

La Libération est effective le 8 août pour le nord du département, le 12 pour Nantes et le 29 pour le sud. Vitale pour la marine allemande, la base sous-marine est mise en état de défense dès que les Alliés réussissent leur percée à Avranches. Jusqu'à la capitulation du III^{ème} Reich, la poche de Saint-Nazaire interdit l'usage de l'estuaire et des ports de Saint-Nazaire et de Nantes. Ce n'est que le 11 mai 1945 que la Loire-Inférieure est entièrement libérée.

➤ Ressources documentaires et pédagogiques en Loire-Atlantique

Le [Service éducatif](#) des Archives départementales de Loire-Atlantique propose des activités sur la 2^e Guerre mondiale :

- Projet accompagné : [Marthe Rosenthal : être juif en Loire-Inférieure sous l'occupation](#),
- Dossier : [l'engagement dans la Résistance](#),
- Dossier : [Mémoire et bilan d'un conflit : le retour des déportés et la question de la justice au lendemain de la Seconde guerre mondiale](#),
- Une exposition est en prêt : [Hébergement, concentration et internement : les camps du castelbriantais de 1939 à 1946](#).

Contact : Gildas Couvreur, médiateur culturel ✉ : gildas.couvreur@cg44.fr - ☎ : 02-51-72-98-90

La [cinémathèque de Bretagne](#) dispose de deux films, l'un professionnel - *Un octobre 1941* de Marc Grangiens réalisé en 2001 film sur la résistance en Loire-Atlantique, assassinat de Hotz, les exécutions d'octobre 1941 et le second, amateur - *Restrictions* dans un restaurant nantais avec les tickets de rationnement. Ils peuvent être visionnés à l'antenne située aux Archives départementales de Loire-Atlantique.

Archives départementales de Loire-Atlantique

6, rue de Bouillé

44000 Nantes

☎ : 02-51-72-93-20

✉ : archives@loire-atlantique.fr

Site internet : www.loire-atlantique.fr



Archives municipales de Nantes

1, rue d'Enfer

44000 Nantes

☎ : 02-40-41-95-85

✉ : archives@mairie-nantes.fr

Site internet : www.archives.nantes.fr/



Ecomusée de Saint-Nazaire

Centre de documentation et service éducatif.

Avenue de Saint-Hubert

44600 Saint-Nazaire

☎ : 02-51-10-03-03



³ Sauvage Jean-Pierre et Trochu Xavier, *Mémorial des victimes de la persécution allemande – Fusillés et exécutés*, Nantes, 2001, p. 19

Site internet : www.ecomusee-saint-nazaire.com/
Cinémathèque de Bretagne
Antenne cinémathèque de Bretagne - Loire-Atlantique
Archives départementales de Loire-Atlantique
6, rue de Bouillé
BP 23505
44035 Nantes cedex 1
☎ : 02-51-72-96-89
✉ : pascal.lemeur@cg44.fr
Site internet : www.cinematheque-bretagne.fr/



Musée du grand blockhaus de Batz-sur-Mer
Côte Sauvage
44740 Batz-sur-Mer
☎/Fax : 02-40-23-88-29
✉ : grand-blockhaus@wanadoo.fr
Site internet : www.grand-blockhaus.com/



Musée de la Résistance de Châteaubriant
La Sablière - Carrière des fusillés
44110 Châteaubriant
☎ : 02-40-81-33-91
Site internet : www.musee-resistance-chateaubriant.fr/

**Musée de la Résistance
à Châteaubriant**
Site des Amis du Musée de la Résistance
à Châteaubriant

➤ Un résistant parmi d'autres – Marin POIRIER

Marin Poirier ⁴

Né en 1903 à Fougères (35), il est l'un des premiers résistants nantais à tomber sous les balles de l'occupant. Responsable d'un mouvement d'anciens combattants au titre de la campagne du Maroc au cours de laquelle il avait été blessé, il se retrouve dès juillet 1940 aux côtés de Jost, Fourny, Birien dans le comité d'entraide. Il participe activement à l'évasion des prisonniers de guerre. Cheminot, il devient à la suite d'un accident garde-barrière. C'est de sa guérite de la place du Commerce qu'il part, le 26 décembre 1940, avec ses camarades du groupe Adam-Bocq, déposer au Soldatenheim de la place Royale, les grenades incendiaires dont l'explosion sème la panique parmi les militaires allemands. Avec ces mêmes camarades, il incendie 35 camions anglais chargés de pneus que les Allemands gardaient au Petit-Port. Enfin, seul ou avec son ami Jean David, il se livre à des actions contre les soldats allemands isolés.

Arrêté avec le groupe des anciens combattants le 15 janvier 1941, il est jugé le 15 juillet puis condamné à quatre ans et demi de forteresse alors que ses compagnons écopent de trois ans. Il fait appel. Rejugé, le 27 août, la Cour martiale transforme sa peine de prison en condamnation à mort « pour avoir favorisé la fuite de prisonniers de guerre français en zone non occupée ». Tandis que la répression se durcit, suite à l'attentat commis une semaine plus tôt à Paris contre un officier allemand, son avocat, maître Guinaudeau, dépose un recours en grâce qui est rejeté. Le 30 août, il est emmené au stand de tir du Bêle puis est fusillé. Il avait 38 ans. Enterré sur place, après l'exécution des 48 otages du 22 octobre, le Tribunal de Guerre autorise le transfert de son corps vers le cimetière de Saint-Julien-de-Concelles. Le 13 novembre 1941, la municipalité nantaise assure l'exhumation, le transport et la réinhumation au cimetière de la Chauvinière.

Le 14 novembre 1948, un monument à sa mémoire est inauguré place du Vieux-Doulon à Nantes. C'est la première victime de la répression à Nantes.

➤ Bibliographie indicative Loire-Atlantique

- *Les bombardements de Nantes en 1943*, BT n° 1177, avril 2006.
- Archives municipales de Nantes, *Chroniques de l'été 44, d'après les notes de Fernand Soil, secrétaire général de la ville*, Centre d'édition de la ville de Nantes, 2004.

⁴ Sauvage Jean-Pierre et Trochu Xavier, *Mémorial des victimes de la persécution allemande en Loire-Inférieure 1940-1945 – Fusillés et exécutés*, Nantes, 2003, p. 15 ; Collectif, *Résistance 1940-1944, Témoignages, dossiers, chronologies – Pays de Loire*, éd. Little Big Man, 2004, p. 30.

- Belser Christophe, *La collaboration en Loire-Inférieure 1940-1944* ; tome 1, *Les années noires*, tome 2- *Intelligence avec l'ennemi*, La Crèche, éditions Geste, 2005,
- Bloyet Dominique, Nantes, *La résistance 1940-1945*, CMD, Montreuil-Bellay, 1997.
- Bois Paul, *Histoire de Nantes*, éditions Privat, 1977.
- Bourgeon Jean, « Les cinquante otages », dans Association Nantes-Histoire, Nantes, Ouest-Editions, 1991, p. 205-215.
- Chantepie Franck, *Nantes et la Loire-Inférieure dans la guerre 1940-1945 : la vie quotidienne sous l'occupation*, Howath Coteau, 1987.
- Collectif, *Les années de plomb – Nantes 1940-1944, plan guide pour trouver dans le Nantes d'aujourd'hui les traces de ce sinistre passé*.
- Haudebourg Guy, Liagre Franck, « La résistance communiste en Loire-Inférieure », dans Christian Bougeard, *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale*, Brest, CRBC – université de Bretagne occidentale, 2002, p. 89-102.
- Jame Bertrand, Bigouste. *Comment vivaient les enfants de Nantes pendant la Seconde Guerre mondiale*, Hérault, ed. 1990.
- Liaigre Franck, *22 Octobre 1941 – Le drame des 50 otages en 30 questions*, Geste éditions, La Crèche, 2001.
- Sauvage Jean-Pierre et Trochu Xavier, *Mémorial des victimes de la persécution allemande en Loire-Inférieure 1940-1945 – Fusillés et exécutés*, Nantes, 2003, 55 p.
- Sauvage Jean-Pierre et Trochu Xavier, *Mémorial des victimes de la persécution allemande en Loire-Inférieure 1940-1945 – Déportés de la Communauté juive*, Nantes, 2003, 85 p.
- Sauvage Jean-Pierre et Trochu Xavier, *Mémorial des victimes de la persécution allemande en Loire-Inférieure 1940-1945 – Déportés politique et déportés résistants*, Nantes, 2001, 107 p.
- Sauvage Jean-Pierre et Trochu Xavier, *Mémorial des victimes militaires de la Loire-Inférieure (1939-1945) – Soldats, prisonniers de guerre et F.F.I.*, Nantes, 2003, 230 p.
- Scheid Michel, *Nantes 1940-1944 - la guerre, l'occupation, la libération*, Rennes, Ouest-France, 1994.

2.2. Maine-et-Loire

➤ Rappel historique ⁵

Le Maine-et-Loire fait partie de la zone occupée contrôlée par les Allemands. Plus de 300 bâtiments dont ceux de l'université catholique, de l'hôpital ainsi que des casernes sont réquisitionnés. Dès avril 1941, l'administration militaire allemande, la « Militarverwaltung » B, s'installe dans la capitale angevine et exerce son influence sur 17 départements du grand ouest. La concentration de différents services administratifs et militaires font d'Angers la 3^{ème} ville de France.

Les premiers actes de résistance sont individuels, réalisés en dehors de tout réseau organisé. Ce sont des distributions nocturnes de tracts encourageant à la résistance, des chahuts dans les salles de spectacles en faveur du Gaullisme, des inscriptions hostiles aux Allemands. Des graffitis contre l'occupant sont retrouvés dans le Baugeois, le Segréen et le Saumurois. Le vandalisme est une forme extrême de protestation envers l'occupant. En mai 1942, deux vitrines d'un magasin d'Angers, exposant la photo du maréchal Pétain, sont brisées. L'instauration du Service du Travail Obligatoire va pousser les jeunes gens à se cacher pour ne pas partir en Allemagne. En juillet 1943, 461 sont recherchés par les gendarmes ; certains de ces clandestins choisissent d'intégrer les rangs de la résistance.

Très vite des groupes se forment : « Honneur et Patrie », « C.N.D. Castille », l'O.R.A., l'O.C.M. « Libération-Nord », « Buckmaster ». Leurs principales missions sont les suivantes : renseignement et propagande ; organisation d'évasions ; réception d'armes et d'agents secrets ; sabotage ; actions armées.

Les nazis entendent éliminer toute résistance et le régime de Vichy les aide dans cette sinistre besogne. En Anjou, l'occupant va trouver des auxiliaires efficaces pour mener à bien sa politique de répression. Le 4 octobre 1940, le commandement militaire allemand ordonne que les Tsiganes se trouvant en zone occupée doivent être surveillés par des policiers français. L'ancienne poudrerie de

⁵ L'Anjou pendant la Seconde Guerre mondiale, ONAC de Maine-et-Loire.

Montreuil-Bellay est aménagée le 8 novembre 1941 en camp d'internement nomade. La détention arbitraire des nomades ne cesse que le 16 janvier 1945, bien après le départ des Allemands. Avec le statut des juifs, instauré par le régime de Vichy avec les lois du 3 octobre 1940 puis du 2 juin 1941, les Israélites sont la cible de rafles planifiées par les Allemands en zone occupée. En Anjou, la première opération est conduite du 15 au 17 juillet 1942 par Ernst, chef de la Gestapo à Angers. Au total, ce sont 824 personnes rafles puis rassemblées au grand séminaire. Entassées dans des wagons à bestiaux, le 20 juillet, elles forment le convoi n° 8, qui part d'Angers dans des conditions épouvantables.

La Gestapo pourchasse aussi les opposants politiques ainsi que les résistants. Les personnes soupçonnées de propagande et d'actes anti allemands sont incarcérées sans jugement. De même, des agents français sont recrutés pour infiltrer les réseaux de résistance. Quand ils ne sont pas abattus sommairement les patriotes sont internés à la prison de Pré-Pigeon où beaucoup sont torturés. A l'issue des interrogatoires, une partie d'entre eux sont déportés dans des camps de concentration, d'autres condamnés à morts sont fusillés dans la clairière de Belle-Beille.

La Gestapo s'acharne sur la résistance jusqu'aux dernières heures de l'occupation mais ne parvient pas à l'éradiquer complètement. Cependant le bilan est lourd. En novembre 1944, le préfet de Maine-et-Loire estime que 135 patriotes ont été fusillés et près d'un millier déportés.

➤ Ressources documentaires et pédagogiques en Maine-et-Loire

Archives départementales du Maine-et-Loire

106 rue de Frémur
B.P. 80744
49007 Angers Cedex 01
☎ : 02-41-80-80-00
✉ : e.very@cg49.fr
Site internet : www.archives49.fr



- Le périodique *Le Petit Courrier* est consultable en ligne.

Service archives-documentation-photothèque

Mairie d'Angers
Boulevard de la Résistance et de la Déportation
B.P. 23527
49035 Angers Cedex 01
☎ : 02-41-05-42-81
✉ : sylvain.bertoldi@ville.angers.fr
Site internet : <http://www.angers.fr>



Archives municipales de Saumur

Hôtel de ville
25, quai Carnot
B.P. 300
49408 Saumur Cedex
☎ : 02-41-40-28-70
✉ : archives@ville-saumur.fr
Site internet : <http://archives.ville-saumur.fr>
- atelier pédagogique « Saumur sous l'occupation » pour les collèges et les lycées, ainsi que des diaporamas



Abbaye de Fontevraud - Centre Culturel de l'Ouest
(qui fut une prison centrale durant la 2^e Guerre mondiale)
BP 24
49590 Fontevraud l'Abbaye
☎ : 02-41-51-73-52
Site internet : <http://www.abbayedefontevraud.com/>



➤ Un résistant parmi d'autres – Bernard ANQUETIL

Bernard Anquetil⁶ (Pseudo : Lhermite) né le 20 décembre 1916 à Bernières d'Ailly (Calvados).

Engagé volontaire le 19 novembre 1936 dans la Marine, il devient, en 1937, matelot radio. Embarqué au début de 1940 comme quartier-maître radio sur le sous-marin « Ouessant », il rentre à Brest après six mois de campagne dans la mer des Caraïbes lorsque les Allemands, le 19 juin, font leur entrée à Brest. L'équipage, fait prisonnier, est emmené dans l'Aisne et contraint à des travaux agricoles avant d'être démobilisé. Le 1^{er} juillet 1940, Bernard Anquetil se retire à Angers où il trouve un emploi de réparateur de postes de radio. En avril 1941, le colonel Rémy qui met sur pied le réseau de résistance "Confrérie Notre-Dame" le recrute comme opérateur radio par l'intermédiaire du lieutenant de vaisseau Philippon, ancien second du « Ouessant ». Le réseau a pour tâche de rassembler les renseignements concernant la Côte Atlantique d'Hendaye à Brest. Bernard Anquetil commence à transmettre les premiers messages codés depuis la zone libre. Puis, avec Rémy, il transporte l'émetteur à Brest où il continue à émettre des renseignements sur la marine allemande, comme les caractéristiques et déplacements du Super Cuirassé « Bismarck », coulé au large de Brest le 27 mai 1941. Installé à Saumur, Bernard Anquetil, en toute conscience des dangers qu'il court, poursuit inlassablement ses émissions. Le 19 juillet, sur des informations de Philippon, Rémy lui fait transmettre un message : « le Scharnhorst va appareiller ». Le 25 juillet, la Royal Air Force bombarde et endommage le cuirassé. Malgré l'étau qui se resserre, Bernard Anquetil continue à émettre et, le 31 juillet, la sûreté allemande guidée par la radiogoniométrie fait irruption dans la maison qu'il occupe à Saumur. Il parvient à détruire le message qu'il était en train de taper et à jeter le poste par la fenêtre. Se débattant, il est blessé par balle lors de son arrestation. Transporté à la prison du Pré-Pigeon à Angers puis à Fresnes, Bernard Anquetil refuse de parler. Il comparaît devant une cour martiale le 15 octobre 1941 et est condamné à mort. Il est exécuté au Mont-Valérien, le 24 octobre 1941. Il est inhumé au cimetière de Montrouge, au carré des fusillés. Après la guerre son corps a rejoint le caveau familial de Colleville-sur-Mer dans le Calvados.

- Compagnon de la Libération - décret du 21 novembre 1942,
- Croix de Guerre 39/45 avec palme,
- Médaille de la Résistance.

Son nom est inscrit sur plusieurs monuments commémoratifs dont celui du Mont-Valérien, mais aussi à Saumur et dans le Calvados.

➤ Bibliographie indicative Maine-et-Loire

- Auger Jean, *J'étais un réfractaire 1940-1944*, éditeur J. Auger, 1985.
- Audoin-Le Marec Michelle, *Le Maine-et-Loire dans la guerre 1939-1945*, éditions Horvath, 1987.
- Balesme Gérard, *Etre instit en Anjou sous l'occupation*, éditions « l'Anjou Laïque », 1999.
- Baucher Angélique, *L'administration préfectorale au service du régime de Vichy dans le Maine-et-Loire (juillet 1940-août 1944)*, Angers, 2003.
- Bergère Marc, « La Résistance et la Libération en Maine-et-Loire : les facteurs d'une implication limitée », *Archives d'Anjou*, n° 6, 2002, p. 204-215.
- Darmaillacq Alphonse, *Cholet sous l'occupation*, Cholet, imprimerie du Centre, 1991.
- Lemesle Michel, *L'Anjou des années 40*, éditions du Choletais, Cholet, 1994.
- Marchand Raymond, *Le temps des restrictions, la vie des Angevins sous l'Occupation*, éditions Cheminements, 2000.
- Potier Bertrand, *Aspects de la vie économique dans le Maine-et-Loire sous l'occupation allemande (19 juin 1940-1^{er} septembre 1944)*, mémoire de maîtrise, Université Catholique de l'Ouest, 1985, 225 p.
- Sigot Jacques, *Ces barbelés oubliés par l'Histoire, un camp pour les Tsiganes et les autres, Montreuil-Bellay 1940-1945*, éditions Wallada Cheminements, Aubenas, 1994.

☒ Brochures éditées par le service de l'ONAC

L'Anjou pendant la Seconde Guerre mondiale, 2005

La médaille de la Résistance française. Une distinction pour les combattants de l'ombre, 2003.

Un collège de jeunes filles dans la tourmente de la Seconde Guerre mondiale, 2003.

⁶ Trouplin Vladimir, *Dictionnaire des compagnons de la Libération*, sous la direction de Marc Bradfer, édition Elytis, 2010, p. 51

2.3. Mayenne

➤ Rappel historique

La Mayenne sous l'occupation⁷

La guerre prend son vrai visage en Mayenne lorsque s'achève la « drôle de guerre » le 10 mai 1940. Désignée département de repli pour les services administratifs et les populations de l'Aisne, la Mayenne reçoit peu avant la débâcle, un flot impressionnant de réfugiés. Déracinés et désespérés, quelques 180000 réfugiés dont 55000 habitants de l'Aisne, arrivent en Mayenne et doublent ainsi la population. A la campagne comme dans les villes, un élan de solidarité se développe : des centres d'accueil voient le jour. Le 17 juin 1940, les Allemands pénètrent par le nord-est dans le département et l'occupent en quelques heures. A l'aube du 18 juin 1940, la Mayenne vit donc à l'heure allemande.

Un peu partout, des soldats français croient la guerre finie et attendent le retour dans leurs foyers. Faits prisonniers, ils sont installés à la hâte dans des camps provisoires à Lassay, Ernée et Laval. 9000 Mayennais attendent ainsi leur transfert massif vers les oflags et les stalags d'Allemagne.

En raison de la convention d'armistice, le département appartient à la zone occupée. Les troupes cantonnent dans les établissements scolaires et les bâtiments communaux. L'administration allemande réquisitionne locaux publics et immeubles particuliers. Le drapeau rouge à croix gammée flotte sur tous les édifices publics et la relève de la garde donne lieu à cérémonie. Les musiques militaires se font entendre mais la population boude tous ces spectacles.

L'administration préfectorale doit se conformer aux ordres de Vichy, mais elle doit aussi subir le poids de l'administration allemande et suivre ses directives, souvent aussi brutales qu'impératives. Il faut notamment déposer dans les mairies les armes à feu et munitions, les postes de T.S.E ; respecter l'heure du couvre-feu et obtenir un « Ausweiss » pour circuler. Il est expressément interdit d'écouter la radio, de jouer ou de chanter la Marseillaise, d'arborer le drapeau français.

Le nouveau gouvernement souhaite imposer la « révolution nationale » et tout ce qui peut être considéré comme menées antinationales donne lieu à poursuites et sanctions. Réflexes patriotiques et mécontentements conduisent à une opposition qui se manifeste d'abord par des actions individuelles dans de nombreuses communes du département : lacération d'affiches de propagande allemande, distribution de nouvelles de la B.B.C., fabrication de croix de Lorraine, inscriptions hostiles à l'occupant sur les murs et les routes, etc.

Au cours de l'année 1941, des noyaux isolés indépendants apparaissent et s'intègrent peu à peu dans des réseaux et des mouvements. Le renseignement devient leur activité principale. Ils permettent de récupérer et de ramener vers Londres les équipages des avions alliés abattus et d'acheminer vers l'Angleterre les volontaires qui désirent servir dans les FFL. (ex. : le réseau « Navarre de Bais » et le groupe « Foccart d'Ambrières-le-Grand »).

A ces réseaux et ces filières, s'ajoutent les mouvements de résistance qui entendent bien, le jour venu, prendre les armes pour contribuer à la libération du sol national. Ce sont :

- « Libération – Nord », d'inspiration syndicale et socialiste qui fusionne en 1943 avec les Indépendants de la Mayenne, et dont André Counord est responsable pour le Sud-Mayenne ;
- L'O.C.M., qui prend pied en Mayenne sous la direction du docteur Janvier de Bais ;
- Le F.N. qui rassemble dans le département les patriotes les plus divers et dont l'origine de la formation est due fin 1941 à Le Personnic, instituteur aux Chapelles dans le Nord-Mayenne.

La physionomie du département de la Mayenne, son relief bocager, son caractère rural, ses villes d'importance moyenne, donnent progressivement un caractère spécifique à la lutte clandestine contre l'occupant. En 1943, de nombreux réfractaires au S.T.O. se dispersent dans les abris naturels du département, constituant ainsi des maquis en puissance, surtout dans le Nord (Lignéres-la-Doucelle, Champfrémont, Saint-Mars-du-Désert, Bais, Larchamp, etc.).

Ces groupes armés sont liés à l'un des trois grands mouvements cités précédemment. Les chefs de ces groupes armés, repèrent et font homologuer les terrains de parachutage, ce qui permet de ventiler d'importants tonnages d'armes, de munitions et de matériel, dans une grande partie de l'Ouest de la France. De par sa situation géographique, le 6 juin 1944, le Nord-Mayenne revêt une importance stratégique. Les F.F.I. peuvent, dès le débarquement, participer à l'exécution du plan vert, qui consiste à désorganiser l'ennemi par tous les moyens et à démoraliser les troupes.

Les actes de représailles de la Wehrmacht et des S.S., notamment à Bais et à Aron sont toujours importants. En dépit des arrestations, du démantèlement de certains réseaux et maquis (« Saint-Sulpice », « Lignéres-la-Doucelle », « Larchamp », « Fougerolles-du-Plessis »), la résistance mayennaise

⁷ Source : Desrués Michel et Even Magali, *Mémorial de la Mayenne 1940-1945, fusillés, massacrés, morts aux combats de la libération*.

enregistre des succès incontestables : sabotages de lignes téléphoniques et de voies ferrées, incendies de dépôts d'essence et de matériel, minages de routes, harcèlements et attaques de convois allemands, recherche des traînards ennemis, etc.

Libérée entre le 4 et le 13 août 1944, la Mayenne paie un douloureux tribut : 108 personnes internées et 321 déportées dans des camps de concentration nazis. Aujourd'hui, les pertes sont chiffrées à 185 morts en déportation et 111 fusillés et massacrés. A ces martyrs, il convient d'ajouter : les 492 militaires tombés en 1939-1940, les 28 morts aux combats de la Libération, les 244 prisonniers de guerre et 21 requis du S.T.O. non rentrés et les 500 civils victimes des bombardements et mitraillages.

➤ Ressources documentaires et pédagogiques en Mayenne

Archives départementales de la Mayenne

6, place des Archives
53000 Laval

☎ : 02-43-59-10-90

✉ : archives@cg53.fr

Site internet : <http://archives.lamayenne.fr>



Le service éducatif des Archives a réalisé plusieurs dossiers relatifs à cette période, certains sont épuisés mais consultables sur place, d'autres sont encore disponibles à la vente

- Dossier d'histoire n° 2 : Renard Madeleine, *La Mayenne sous l'occupation* (épuisé)
- Dossier d'histoire n° 3 : Renard Madeleine, *La Mayenne à l'heure allemande* (1988), (épuisé)
- Dossier d'histoire n° 8 : Foucault Rémy, Renard Jacques, *Les pouvoirs à la Libération dans le département de la Mayenne (juin 1944-octobre 1945)*, (1989).
- Dossier d'histoire n° 13 : Foucault Rémy, Renard Jacques, *Le temps des restrictions en Mayenne (1939-1945)*, (1993).
- Dossier d'histoire n° 14 : Stenou Jean, *La Libération de la Mayenne juin-août 1944*, 1994.
- Dossier d'histoire n° 16 : Stenou Jean, *Le 8 mai 1945 en Mayenne*, 1995.
- Dossier d'Histoire n° 17 : Foucault Rémy, Renard Jacques, *Les juifs en Mayenne et l'antisémitisme 1939-1945*, (1997).

Archives municipales de Laval

CS 71327

37 quai Paul Boudet (entrée par le 28 rue Sainte-Anne)

53013 Laval Cedex

☎ : 02-43-49-36-84

✉ : archives@laval.fr

Site internet : www.mairie-laval.fr



➤ Un résistant parmi d'autres - Adolphe BOUVET

Adolphe Bouvet.

Agé de 41 ans,

Né à Niaffes en 1903, il est marié et père de 3 enfants.

Facteur cafetier, il réside au bourg de Saint-Sulpice.

Agent de liaison avec son épouse au sein du mouvement « Libération-Nord » depuis mars 1943, il assure la diffusion de brochures et de tracts « Libération », organise de fréquentes réunions clandestines dans son café et, de par ses fonctions itinérantes, il sert de « boîte aux lettres » pour la résistance. Organisateur puis chef de groupe de Saint-Sulpice, il recrute dans les communes avoisinantes à Quelaines et à Villiers-Charlemagne. Il assure les relations avec le groupe de Montigné-le-Brillant et reçoit à son domicile plusieurs membres de l'état-major F.F.I. tels que le capitaine Counord, le colonel de Raulin et le général Allard.

A la suite du transport et du camouflage de sept tonnes d'armes, parachutées dans la nuit du 6 au 7 juillet 1944 à l'Est de Peuton, le groupe de Saint-Sulpice, dénoncé, est successivement démantelé. Adolphe Bouvet est arrêté le premier, le 31 juillet 1944 à son domicile et conduit à la prison de Laval où il décède le lendemain.

Retrouvé dans sa cellule dans une mise en scène destinée à faire croire à un suicide, il a succombé en réalité aux horribles tortures qui lui ont été infligées. Il est ensuite enterré secrètement par les Allemands dans la nuit.

Une plaque apposée sur sa maison de Laval rappelle ces faits.

➤ Bibliographie indicative

- André Jean, *Journal d'un mayennais sous l'occupation*, Laval, Siloë, 1984, 73 p.
- Blane Brigitte, Rousso Henry, Tourtier-Bonazzi Chantal (de), *La Seconde guerre mondiale. Guide des sources conservées en France 1939-1945*, Paris, Archives nationales, 1994.
- Comité départemental de la libération de la Mayenne, *Les crimes de guerre allemands dans la Mayenne*, notice historique établie par Roger Bignon, Laval, Goupil, 1946, 66 p.
- Delme Jean, « Les jours les plus longs - Souvenir d'un Lavallois. Quelques scènes de l'Occupation », dans *La voix laïque de la Mayenne*, 1967-1968, n° 120-129.
- Forveille Roland, « La guerre à 19 ans », in *l'Oribus*, n° 20, 22 et 23.
- Hainry Paul, « Voutré sous l'occupation », in *l'Oribus*, n° 33, p. 15-18.
- Hainry Paul, « Si Voutré m'était conté ... de 1939 à 1945 », in *l'Oribus*, n° 39, septembre 1995, p. 39-60.
- Pellier Jeanne, « Le journal d'une mayennaise (1940-1945) », *Les cahiers du pays de la Mayenne*, 1994, n° 2, p. 5-24.
- Robin Francis, *La Mayenne de 1940 à 1944 : occupation, Résistance, Libération*, Laval, Archives départementales, 1998, 180 p.
- *L'été 44 en Mayenne. Le journal de la Libération*, in *l'Oribus*, n° 36, juin 1994.
- *L'été 44 en Mayenne. Des témoignages de Ballots*, Laval, Port-Brillet, Saint-Pierre-la-Cour, in *l'Oribus*, N° 37, décembre 1994.

☒ Brochures éditées par le service de l'ONAC

- *Mémorial des morts en déportation de la Mayenne*, Laval, Madiot, 1999, 157 p.
- *Les lieux de mémoire de la Seconde Guerre mondiale en Mayenne*, collection "Les chemins du souvenir", 1986. (épuisé)
- *Le mémorial de la Mayenne 1940-1945 fusillés, massacrés et morts aux combats de la libération*, 168 p.

2.4. Sarthe

➤ Rappel historique

Après avoir bombardé Mamers, la Ferté-Bernard et Sablé entre les 13 et 17 juin 1940, les Allemands entrent au Mans le 18 juin, sans livrer de combat. Marcelle Devilliers s'engage en septembre dans la Résistance. « Lorsque les troupes allemandes sont entrées au Mans, je les aies vu arriver par la route de Bonnétable (...). Dès l'instant où je les aies vues, je les ai haïes. Elles sont entrées au Mans, elles ont été prendre possession de tous les édifices. Le Lendemain ou le surlendemain, je (..) suis allée faire les provisions. Lorsque je suis arrivée aux Jacobins, que j'ai vu ces cantonnements allemands, place de la République cette fameuse Kommandantur, tous ces poteaux indicateurs allemands pour indiquer l'hôpital, Angers, Sablé, (...) je me suis dit : « Nous ne sommes plus en France ! » (...) Toutes les boutiques étaient fermées sauf quelques boulangers chez lesquels il fallait déjà commencer à apprendre à faire la queue. (...) En l'espace de quelques jours, on était vraiment « occupés ». Je revois la place de la République avec ce grand drapeau ; aucun trolley, aucune circulation, le vide le plus absolu, à part des troupes allemands (...) qui déferlaient et qui s'en allaient sur Angers, qui descendaient pour aller presque jusqu'à la frontière espagnole. Voir tous les drapeaux allemands à tous les coins de rue, ce drapeau nazi en plus, c'était très éprouvant ; cela nous faisait sentir lorsque nous en discussions à la maison que l'on était pour des années occupés s'il n'y avait pas une révolte, s'il n'y avait pas quelque chose qui puisse obliger ces Allemands à s'en retourner chez eux.⁸ » .

⁸ Collectif, *La vie quotidienne des Sarthois de 1939 à 1945*, édition Cénomane, 1986, p. 34.

Le Mans est un important carrefour ferroviaire et routier.

Quelques dates :

17 juin 1940 : l'armée allemande atteint la Sarthe. Le 18, Le Mans est investi, la Flèche le 19.

19 juin : exécution sommaire de 14 tirailleurs sénégalais à Sillé-le-Guillaume.

7 décembre 1940 : exécution de René Lecointre, premier sarthois fusillé pour acte de résistance.

Juin 1942 : installation du quartier général de la VII^e armée allemande au Mans, chargée de surveiller le territoire français de la Somme à la Loire.

1943 : intense activité de la résistance sarthoise.

➤ Ressources documentaires et pédagogiques en Sarthe

Archives départementales de la Sarthe

9 rue Christian Pineau

72100 Le Mans

☎ : 02-43-54-74-74

Courriel : archives@sarthe.com

Site internet : <http://www.archives.sarthe.com/>

archives.sarthe.com

Archives municipales du Mans

Hôtel de Ville

102 rue Gambetta

72039 Le Mans Cedex 9

☎ : 02-43-47-49-03

✉ : archives@ville-lemans.fr

Site internet : www.ville-lemans.fr



Des témoignages oraux sont conservés aux Archives départementales, en voici quelques exemples :

- *L'entrée de la Sarthe dans la guerre* (cote : SPS00264) Enregistrement d'une émission de radio produite et diffusée par la radio locale Fréquence Sillé en mai 2004 avec la participation de deux historiens, d'un ethnologue.

- *Etre jeune et résistant en Sarthe* (cote : SPS00054), enregistrement d'une émission en mai 2004 avec la participation d'anciens résistants et des élèves de la Cité scolaire Paul Scarron de Sillé le Guillaume.

- *La Sarthe sous l'occupation* (SPS00265), enregistrement d'une émission de radio en mai 2004, avec la participation d'un historien, d'une résistante et d'un fils de résistant.

➤ Un résistant parmi d'autres – Claude Niox ⁹

Claude Niox [25 avril 1922, Saintes – 9 mars 1945, Ellrich (All)]

Au Mans, derrière la gare une rue rend hommage à Claude Niox, résistant mort pour la France à vingt-trois ans. En 1926, son père entre aux Chemins de fer. Affecté comme guichetier à Brest puis à Niort, il arrive en 1936 au Mans. Il reçoit une éducation très catholique et souhaite servir son pays. Dès neuf ans, il entre l'Ecole militaire d'Autun, puis en 1940 au Prytanée (transféré à Valence). En 1941, il rejoint le lycée du Mans où il passe ses deux bacs. Reçu au concours de rédacteur à la Manufacture des Tabacs de cette ville, il y revient à l'issue d'un an de stage à Paris.

A début de 1944, après un échec dans sa tentative de partir par l'Espagne, il devient agent de liaison de l'Armée secrète (AS). Ses premiers associés sont Victor Gouget « Brutus » de Moncet-en-Belin et Jean Hauteux d'Ecommoy. En mars 1944, de nombreux dirigeants sont écroués. Malgré son jeune âge, Claude Niox est désigné pour remplacer René Sortais « Souplet » comme officier responsable des liaisons de l'AS, à l'état-major de la zone M4. En avril, Alice Draum l'envoie vers Jean-Yves Chapalain. Avec René Planchais de Libération-Nord, ils réactivent quelques cellules du BOA (réseau Action) ; mais les arrestations se poursuivent.

Claude Niox, trop occupé, présente sa démission à son directeur, M. Lancien et se consacre totalement à la résistance. Il devient capitaine « Franz » (souvenir du Grand Meaulnes). Il fréquente les chefs des groupes sarthois. Il met ainsi contact Jean Moral et le général Allard qui commande la zone 44. Avec

⁹ Estevès Joseph, *200 figures de la résistance et de la déportation en Sarthe*, Mulsanne, ITF, 2009, p. 181.

Jean-Yves Chapalain, à son bureau des Contributions indirectes à la mission (place Washington), ils utilisent un code avec un demi-billet de cinq francs pour leurs agents. Claude Niox rédige un petit mémoire qui explique les raisons de son engagement contre la barbarie.

Mais à la mi-mai, Jean-Yves Chapalain, Jean Moral, Maurice Soulis et plusieurs dizaines de résistants sarthois sont arrêtés en trois jours. Claude Niox a échappé à la rafle du 15 mai, mais son père, sa mère et sa sœur sont embarqués par la police. Finalement, son père est relâché, mais sa mère Louise et sa sœur Janine sont déportées. Au moment du débarquement, la plupart des rescapés sont isolés et démunis. Le capitaine « Franz » se déplace, jour et nuit, assumant d'énormes responsabilités. Le 13 juin, dans un rapport au Délégué militaire régional, il signale que cinq groupes ont été réorganisés avec Tison (Mamers), Decourty (Ecommoy), Jules Hérin (Château-sur-Loir), Limouzin (La Ferté-Bernard) et Roger Champion (Ballon). La résistance mancelle décimée reste désorientée.

Le 24 juin 1944, il doit retrouver six chefs de la résistance régionale, dans un sapinière à Ardenay-sur-Mérize. Mais sans doute trahis par Joseph Genest, instituteur à Maresché (fusillé au Mans, le 23 mars 1945), ils sont tous arrêtés et ramenés au Mans sur leurs bicyclettes, escortés par des policiers. Claude Niox est torturé ; « il avait la figure noire » dit Victor Gouget également reclus dans l'ancienne prison militaire reconverte en 1936 en Archives départementales. A la veille de la libération du Mans, le 7 août 1944, il fait partie du dernier groupe de soixante résistants emmenés vers Fresnes. Huit jours plus tard, son convoi quitte Pantin et arrive à Buchenwald le 20 août. Le matricule n° 78 714 découvre bientôt le camp de Dora où il trime durant huit mois dans les immenses galeries. Après l'évacuation du mouvoir de Bergen-Belsen par les Anglais, un soldat manceau l'aurait rencontré en mai 1945 près de Munster. Très affaibli, il meurt d'épuisement dans le convoi du retour.

➤ Bibliographie indicative

- Allain Jean-Claude, *Le département de la Sarthe pendant la seconde guerre mondiale : un choix de documents*, [8 mai 1945]-8 mai 1980, Le Mans, 1981.
- Chesnier Jacques, *La Sarthe déchirée : 1939 - 1944 Un département dans la guerre*, éditions Libra Diffusion, 2008, 112 p.
- Chesnier Jacques, *Aspects de la Résistance dans la Sarthe : 1940-1944* / [témoignages et documents réunis et présentés par], publ. par le] Centre départemental de documentation pédagogique de la Sarthe [et par le] Secrétariat d'Etat chargé des anciens combattants, [Mission permanente aux commémorations et à l'information historique], C.D.D.P. de la Sarthe, 1991.
- Collectif, *La vie quotidienne des Sarthois de 1939 à 1945 - témoignages et documents publiés par la ville du Mans*, Le Mans, éditions le Cénomane, 1986
- Couturier Gilbert, *Ecolier manceau en temps de guerre : chronique des années 1939/45 vécues par un enfant terrible*, Fresnay/Sarthe, Alpes mancelles éditions, 2004.
- Estevès Joseph, *100 visages de la Résistance et de la Déportation en Sarthe*, Le Mans, 2005.
- Estevès Joseph, *200 figures de la Résistance et de la Déportation en Sarthe*, Mulsanne, ITF, 2009.
- Hureau Marcel, *Résistance en Sarthe, libération du Mans*, 1994.
- Hutin Régis, *La Sarthe en guerre : 1939-1945 : l'invasion, l'occupation, la libération, l'après-guerre*, Rennes, Ouest-France, 2004.
- Launay Mme, *Ceux de 1940-1944, les résistants au Mans : témoignages*, Le Mans, le Bordager, 1991.
- Macarez Karine, *Shoah en Sarthe, Le Coudray-Macouard*, Cheminements, 2006.
- Morize Jacques, *Libération de la Sarthe : sur les pas des "gars" du Général Leclerc : textes et prétextes*, 2003.
- Potron Daniel, *Le Pays fléchois dans la tourmente : 1939-1945. 2, La liberté retrouvée*, La Flèche, 1993.
- Renault Olivier, « Les images inédites de l'Occupation du Mans », article *Ouest-France*, du 18 juin 2010.

2.5. Vendée

➤ Rappel historique

Le Allemands envahissent la Vendée par le nord à partir du 21 juin 1940. Le 22, ils occupent Challans et La Roche-sur-Yon ; le 23 ils sont aux Sables-d'Olonne. Présent à La Roche-sur-Yon, Raymond Queneau témoigne des premiers instants de l'occupation.

« Le 19 au matin : on annonce que l'on doit résister sur place. On part pour l'entrée de La Roche. Il y en a qui ont un peu les chocottes. Ils auraient tiré. Nous sommes installés dans un couvent de femmes (Clarisses) ; distribution par les sœurs d'Agnus Dei et des reliques de Sainte-Thérèse. Déjeuner à la campagne. Puis on rentre : La Roche est proclamée ville ouverte. La défense est terminée. Le 20, réveil à 5h : le camp d'aviation est bombardé. Toute la journée, attente. Je vais à la gare distribuer leurs livrets aux types de garde. Un avion allemand survole lentement la gare. [...] Le mardi et le mercredi, défilé incroyable : une débandade, une déroute. Le jeudi, ça s'est calmé. Le matin, un convoi de spahis, quelques-uns blessés, des voitures hippos de toute sorte. Aujourd'hui tout semble calme. On attend. Bruit divers : où sont les Allemands ? Quelles sont les conditions de paix ? [...] Cette fuite sur la route : réfugiés, évacués, officiers, soldats, quelle misère ». Extrait de Raymond Queneau, *Journal 1939-1940*, éditions Gallimard, 1986, p. 179-180.

Occupation allemande¹⁰

Comme partout en France, l'avancée allemande est rapide et massive : les forces de l'axe entrent dans le département le 21 juin 1940, à La Roche-sur-Yon le même jour, aux Sables-d'Olonne, le lendemain, et à Fontenay-le-Comte le 23. La Vendée est donc entièrement soumise au régime d'occupation du 22 juin 1940, date de l'arrivée des troupes de la Wehrmacht à La Roche-sur-Yon jusqu'au 17 septembre 1944, date officielle de la libération du département. Vu sa situation côtière et les possibilités de débarquement qu'offrent ses longues plages de sable, les Allemands vont faire ériger un nombre important de blockhaus sur les plages de Notre-Dame-de-Monts, de Saint-Jean-de-Monts ou encore Saint-Gilles ou les Sables-d'Olonne. Les Nazis craignent en effet un débarquement allié massif sur la côte Atlantique. Des grands travaux sont donc entrepris dès 1941 pour empêcher toute menace de débarquement : c'est le mur de l'Atlantique. L'occupation militaire est forte (on estime qu'il y a eu 40000 à 50000 soldats établis sur l'ensemble de la zone côtière et dans les villes.

Les soutiens au régime de Vichy

La trilogie de la Révolution Nationale : « Travail, Famille, Patrie » trouve de nombreux supports en Vendée, comme partout ailleurs. L'Eglise catholique accueille avec bienveillance cet ordre nouveau. La situation de la France résulte d'un certain laïcisme (dénatalité, mollesse, relâchement moral et religieux) et Mgr Cazaux affirme l'union autour du chef temporel : le maréchal Pétain et se félicite de la bonne harmonie qui unit dans ce but (reconstruire la France), la France officielle et l'Eglise (allocution du 23 février 1942 aux Herbiers). D'autre part, l'enseignement catholique jouit d'importantes subventions à partir de 1941, ce qui renforce le soutien au Maréchal.

Les notables se reconnaissent dans cette œuvre de reconstruction nationale qui exalte la famille, la terre, le chef. Un seul député vendéen, Achille Daroux, (radical-socialiste) refuse de voter les pleins pouvoirs au Maréchal le 10 juillet 1940. Le chantre du retour à la terre, Jean Yole, trouve naturellement sa place au Conseil National provisoire de Vichy. Le Conseil Général, suspendu depuis octobre 1940, cède la place à une commission administrative départementale où siègent 4 anciens conseillers généraux et un député : Lionel Tinguay du Pouët (il sera cité dans *L'Etoile de la Vendée*, le 2 mars 1941).

La presse (*L'Etoile de la Vendée*, la *Dépêche vendéenne*, la *Vendée*, le *Messenger de la Vendée*) soutient également la politique de Vichy et l'effort de guerre allemand.

¹⁰ Article écrit par Françoise Marsac, professeur d'Histoire-Géographie à la retraite. Les sources utilisées sont ses recherches personnelles et l'ouvrage intitulé *La Vendée : Des origines à nos jours* des auteurs suivants, Yves Hello et Florence Regourd (concernant la seconde Guerre Mondiale).

<http://www.e-vendee.fr/histoire-vendee.php?lien=deuxieme-guerre-mondiale-vendee>

Aspects de la collaboration

Si la majorité de l'Eglise, de la presse et des notables soutiennent le régime de Vichy, les collaborateurs ne semblent pas avoir soulevé d'enthousiasme en Vendée. Le mouvement le plus important est celui de la Légion des Volontaires Français (L.V.F.) qui compte 169 membres. Un bureau permanent est ouvert, à La Roche-sur-Yon, en mai 1942, à l'initiative du maire de la Gaubretière, Rampillon des Magnifs. Le parti Communiste vendéen, qui compte entre 200 à 300 adhérents, est traqué. De nombreux résistants communistes sont arrêtés.

La législation concernant les Juifs s'applique et les arrestations, puis les déportations commencent en 1942. La rafle la plus importante a lieu dans la nuit du 31 janvier au 1^{er} février 1944. 31 juifs sont arrêtés puis déportés.

Une participation dans la résistance

La résistance vendéenne s'organise, des réseaux et mouvements se créent ainsi qu'un comité départemental de résistance (C.D.R.). Groupe apolitique, il se compose de paramilitaires et d'agents de renseignements. Apparue en 1940, la résistance se manifeste par des actes isolés : cache d'enfants juifs à Chavagnes-en-Paillers par exemple. Le printemps 1944 est marqué par la formation de maquis, comprenant notamment des réfractaires au S.T.O., qui se cachent dans les fermes. 4000 Vendéens se retrouvent sous l'uniforme des F.F.I. et sont chargés, entre autre, de réceptionner des armes parachutées au-dessus de certaines villes, comme Aizenay.

✉ Brochures ONAC de Vendée

- *Destins brisés de deux vendéen*, « Alphonse Gouraud et Fernand Neau, martyrs du Mont Valérien ».
- *Mémoire de déportés* - « Jacques Moreau ».
- *La Roche-sur-Yon de l'occupation à la Libération – Sur les traces du souvenir*.

➤ Ressources documentaires et pédagogiques en Vendée

Archives départementales de la Vendée

B.P. 34
14 rue Haxo
85001 La Roche-sur-Yon Cedex
☎ : 02-51-37-71-33
✉ : archives@vendee.fr
Site internet : <http://archives.vendee.fr/>

Archives départementales
de la Vendée



- *le Journal des Sables* est consultable en ligne, jusqu'à l'année 1944

Des [documents d'archives](#) sont consultables en ligne sur le site internet de l'Académie de Nantes
Site internet : www.ac-nantes.fr/



Commune de La Roche-sur-Yon

Service histoire, archives et patrimoine
Mairie
B.P. 829
85021 La Roche-sur-Yon Cedex
☎ : 02-51-47-48-27
✉ : archivesmunicipales@ville-larochesuryon.fr
Site internet : <http://archives.ville-larochesuryon.fr/>



Musée des deux victoires

1 rue Plante Choux
85390 Mouilleron-en-Pareds
possibilité d'une présentation audio du musée au choix 1
☎ : 02 51 00 31 49
✉ : musee-2victoires@culture.gouv.fr
Site internet : www.musee-deuxvictoires.fr/



Jacques Moreau [23 décembre 1920 Sainte-Cécile / 3 décembre 1943 à Wolfenbüttel (All)]

Jacques Moreau quitte l'Aiguillon-sur-Mer où son père, grand mutilé de guerre 1914-1918, est marchand de cycles et sa mère, directrice de l'école communale de filles.

Après l'école élémentaire, il entre au collège de Luçon¹² en 1931 d'où il sort avec le baccalauréat en 1938. Il entreprend des études supérieures à Poitiers en classe « Khâgne », afin de préparer le concours d'entrée à l'Ecole Normale Supérieure. Il passe avec succès l'examen de philosophie et envisage une carrière diplomatique quand, le 3 septembre 1939, surgit la déclaration de la guerre de la France à l'Allemagne qui vient d'envahir la Pologne. Après l'offensive allemande du 10 mai 1940, l'armée française est battue en moins de cinq semaines de combat et l'Armistice est signé le 22 juin 1940 par le maréchal Pétain. Les troupes allemandes occupent alors une zone nord, dont la Vendée fait partie intégrante.

C'est à Poitiers, qu'il rencontre maître Louis Renard, officier durant la guerre 1914-1918. Ce dernier, dès août 1940, a écrit au général de Gaulle pour l'assurer de son désir de poursuivre le combat contre l'envahisseur allemand. Plusieurs personnes, désireuses de lutter contre l'occupant, se sont déjà regroupées autour de cet avocat poitevin.

Jacques Moreau intègre ce petit groupe auquel adhèrent par la suite d'autres vendéens : André Péchereau dont le père tient à La Roche-sur-Yon, le Café de la Paix et qui devient un lieu de rencontre de la résistance yonnaise ; ainsi que Gaston Marceteau, camarade de lycée, de ce dernier. La difficulté majeure est de nouer le contact avec Londres. Dans son livre *Les Vendanges de Miranda*, André Péchereau rappelle justement comme cette liaison est obtenue en juin 1941. Dépêché par maître Renard, Jacques Moreau joue le rôle d'émissaire pour entrer en contact avec le réseau de renseignements, l'A.V. (armée volontaire), rattachée au BCRA (Bureau Central de Renseignements et d'Action) de la France Libre, représenté par Valentin à La Roche-sur-Yon. Dès décembre 1941, le canal Péchereau-Marceteau sert de relais informatif entre l'organisation poitevine et les membres du réseau A.V.

Progressivement, le groupe « Renard » se transforme en un réseau de résistance à part entière : communication à Londres de renseignements sur l'implantation des troupes militaires allemandes en Poitou-Charentes, aide à des prisonniers évadés vont de pair avec l'édition et la diffusion d'un journal clandestin, *Le Libre Poitou*, dont le premier numéro sort le 11 novembre 1940. Jacques Moreau, quant à lui, facilite l'évasion de prisonniers en zone libre et opère la surveillance des fortifications côtières. Chargé d'en relever les plans, il est ainsi fréquemment en déplacements en Vendée, à Nantes et à Paris. Il transmet, notamment, un plan détaillé d'un terrain d'aviation aménagé par la Luftwaffe dans le secteur Niort-La Rochelle en janvier 1942.

Ce réseau fonctionne presque deux ans, transmettant de nombreux renseignements mais un incident est à l'origine du démantèlement du groupe. D'août à octobre 1942, maître Renard et une trentaine de personnes sont arrêtés puis déportés N.N. (Nacht und Nebel : Nuit et Brouillard) au camp de Hinzer et à la prison forteresse de Wolfenbüttel. Jacques Moreau en fait partie. Arrêté le 3 septembre 1942 par 4 agents de la Gestapo d'Angers alors qu'il est en vacances chez ses parents à L'Aiguillon-sur-Mer, il est incarcéré ensuite à la prison d'Angers pour être transféré, par la suite, à la prison de Pierre-Levée à Poitiers. Son périple tragique ne prend pas encore fin. Le 12 février 1943, il est emprisonné à la prison de Fresnes afin d'être acheminé, le 18 février, dans un wagon spécial attaché à l'express Paris-Berlin, au camp de Hinzer (S.S. Sonderlager : camp spécial de la Gestapo)¹³. Peu de temps après, atteint d'une scarlatine compliquée en diphtérie, il doit être soigné à l'hôpital de Trèves jusqu'au 30 juillet 1943. Il rejoint finalement ses camarades du réseau déportés N.N. à la prison forteresse de Wolfenbüttel¹⁴. Sur la trentaine de personnes déportées, dix d'entre elles, dont Jacques Moreau, sont jugées et condamnées à mort par le Volkesgericht (Tribunal du Peuple) de Berlin le 13 octobre 1943 pour le motif suivant : « membre d'un groupement gaulliste en relation avec l'ennemi et portant atteinte à la sûreté des troupes d'occupation ». L'exécution de la sentence a lieu le 3 décembre 1943 à 18h30 par décapitation. Une demi-heure avant son exécution, il a écrit une lettre d'adieu à ses parents, il avait 22 ans.

¹¹ Fiche « Mémoire de déportés » de Jacques Moreau, ONAC de la Vendée

¹² Le collège de Luçon est devenu l'actuel lycée Atlantique.

¹³ Transport parti de Paris le 18 février 1943, mentionné comme exécuté « N.N. » le 3 décembre 1943 à Wolfenbüttel, *Livre mémorial*, Fondation pour la mémoire de la Déportation.

¹⁴ Wolfenbüttel : ville de Basse-Saxe en Allemagne.

➤ Bibliographie indicative

- Barre de Nanteuil (de) Général, *Historique des unités combattantes de la Résistance, 1940-1944 – Deux-Sèvres – Vendée*, Service historique de l'armée de Terre, 1974.
 - Brothé Eric, Chazette Alain, Reberac Fabien, *Charente-Maritime – Vendée 1939-1945*, Patrimoine Médias, 1997.
 - Echasserieu Alphonse, *Les évasions d'un Vendéen pendant la guerre 1939-1945*, imprimerie yonnaise, sd.
 - Escalier Lieutenant, *Organisations et opérations FFI en Vendée*, 1945.
 - Nocquet Gérard, *La Vendée libérée, ville de La Roche-sur-Yon*, éditions de l'Etrave, 1994.
 - Nocquet Gérard, *La Vendée sous l'occupation allemande : 1940-1944*, imprimerie de la préfecture, 1976.
 - Nocquet Gérard, « La Vendée de l'occupation à la libération, *Recherches Vendéennes*, n° 3, 1996.
 - Roy Pierre, *L'Aiguillon sous l'Occupation*, imprimerie aiguillonaise, 1997.
 - Service éducatif des Archives départementales, *Résistance – Déportation – Libération en Vendée*, C.R.D.P. de Nantes, 1982.
 - Service éducatif des Archives départementales, *La Vendée sous l'occupation allemande 1940-1944*, C.R.D.P. de Nantes, 1982.
 - Soulard Isabelle, *Poitevines et Vendéennes sous l'occupation*, Gestes éditions / Témoignages, 1999.
- La Roche-Mag*, « Il y 50 ans, la Libération », ville de La Roche-sur-Yon, 1994.
- Presse océan*, articles : « La Vendée sous l'administration de Vichy », dossier « Histoire », octobre 1997.

3. L'exemple régional d'un résistant, victime de la répression – Alexandre GUILLON

Né le 28 septembre 1897 à Mésanger (Loire-Atlantique), réside à Teillé (Loire-Atlantique).
Fils de Jean Guillon, cultivateur, et demeurant à la Poivelière, et d'Anne, Yvonne Rabu, son épouse.
Marié sans enfants
Sous-chef de brigade à la gare du Mans, réside ensuite 183, rue du Polygone au Mans
- Inscrit sur le monument aux morts de Fontevraud-l'Abbaye.
- Inscrit sur la plaque commémorative SNCF de la gare du Mans.

Parcours militaire ¹⁵

Profession : cantonnier
Signalement : blond, yeux bleus, coupure lèvre droite supérieure, 1,65 m
Degré d'instruction : 2 (= sait lire et écrire)
Incorporé 50^e RA (régiment d'artillerie) le 07/01/1916 et 2^e canonnier conducteur à la 67^e batterie de dépôt. Congé de démobilisation le 29/09/1919, se retire à Teillé.
Affecté 1^{er} RAL (régiment d'artillerie lourde), classé affecté spécial, 4^e section de chemin de fer de campagne le 05/07/1921.
Passé dans la subdivision de Nantes, le 25 août 1927, il est affecté spécial au titre des chemins de fer de l'Etat.

Parcours de cheminot ¹⁶

Sous-chef d'équipe aux magasins de la gare du Mans,
- Entré à la SNCF le 24 décembre 1919, il est commissionné le 19 juillet 1921
- Arrêté le 5 novembre 1941 par la police, inculpé de propagande communiste d'après les renseignements fournis par la police mobile d'Angers. Mentionné comme « agent qui n'a donné lieu jusqu'alors à aucune observation ».
- Incarcéré le 5 novembre 1941 par les autorités françaises,

¹⁵ AD44 : 1 R 1357, matricule 208, classe 1917

¹⁶ Centre d'Archives historiques de la SNCF du Mans : 118LM110/2 : fichiers des agents arrêtés et fusillés ; 118LM 120/6 : fichiers des agents révoqués pour menées antinationales.

- 10 janvier 1942 : condamné à 7 ans de travaux forcés et 7 ans d'interdiction de séjour pour activité communiste ; révoqué le 9 janvier 1942,
- 13 mars 1942 copie à titre d'avis, de son avis d'exécution, car il a été fusillé le 21 février 1942.
- Inhumé dans un premier temps à Chacé (49), transfert de corps possible à Teillé (44).

Parcours de résistant ¹⁷

Employé SNCF, arrêté le 5 novembre 1941 par la Police Française et la Gestapo, il est condamné le 11 décembre 1941 par la section spéciale de la Cour d'Appel d'Angers, pour activité communiste à 7 ans de travaux forcés et à 7 ans d'interdiction de séjour. Il est ensuite transféré à la maison d'arrêt centrale de Fontevault le 22 janvier 1942. Il est fusillé par les autorités allemandes le 21 février 1942 dans cette même ville, en tant qu'otage communiste en représailles d'attentats commis à Tours et Rouen les 4 et 5 novembre 1942. Le titre d'interné politique lui a été attribué par décision ministérielle en date du 15 janvier 1963.

Il a été fusillé avec 6 autres détenus. Voici le rapport rédigé par le directeur de la Maison Centrale de Fontevault :

« Fontevault, le 21 février 1942. Le Directeur de la Maison Centrale de Fontevault à Monsieur le Ministre de la Justice, Directeur de l'Administration pénitentiaire, - Cabinet du directeur.

J'ai l'honneur de vous rendre compte qu'un officier de l'Administration de la Guerre Allemande de Tours accompagné du Commandant de la Ortskommandantur de Saumur, de sous-officiers et d'hommes de troupes se sont présentés ce matin vers 6 heures à la Maison Centrale de Fontevault, pour procéder à l'exécution de six condamnés aux travaux forcés dont l'un d'eux avait été extrait le 19 janvier 1942 pour Laval et se trouvait incarcéré à la prison du Mans en vue de sa réintégration à l'établissement. Cinq de ces détenus ont été fusillés à midi et le sixième (...) n'a été passé par les armes qu'à 18h30, un délai lui ayant été accordé pour écrire à sa famille et s'entretenir avec l'aumônier. Ci-dessous l'état-civil et la situation pénale de ces individus :

- *Robert, André, Lucien, né le 31 décembre 1908 à Paris, (...) condamné le 27 août 1941 par le Tribunal de la Feldkommandantur 588 à Tours pour manifestation anti-allemande à 10 ans de travaux forcés ;*
- *Pavoine Pierre, Louis, Théophile, né le 26 décembre 1902 à Rennes (...), condamné le 11 décembre 1941 par la Section spéciale de la Cour d'Appel d'Angers pour activité communiste à 15 ans de travaux forcés et à 20 ans d'interdiction de séjour ;*
- *Guiet Georges, Emile, né le 5 mai 1912 à Saint-Ouen (...), condamné le 11 novembre 1941 par la Section spéciale de la Cour d'Appel d'Angers pour activité communiste à 10 ans de travaux forcés et 10 ans d'interdiction de séjour ;*
- *Guillon Alexandre, né le 28 septembre 1897 à Mésanger (...), condamné le 11 décembre 1941 par la Section spéciale de la Cour d'Appel d'Angers pour activité communiste à 7 ans de travaux forcés et à 7 ans d'interdiction de séjour ;*
- *Planche Pierre, né le 12 mars 1907 à Châteaubriant (...), condamné le 4 décembre 1941 par la Section spéciale de la Cour d'Appel d'Angers, pour activité communiste, à 7 ans de travaux forcés et à 7 ans d'interdiction de séjour ;*
- *Goualard Robert, né le 25 novembre 1913 à Alençon (...), condamné le 4 décembre 1941 par la Section spéciale de la Cour d'Appel d'Angers, pour activité communiste, à 7 ans de travaux forcés et à 7 ans d'interdiction de séjour.*

(...) Aucun incident n'a été enregistré au cours des préparatifs d'exécution de ces six condamnés, qui ont été passés par les Armes sur le champ de tir de Chanteloup situé à 2 km de l'établissement. »

¹⁷ Bureau des archives des victimes des conflits contemporains, Caen, dossier coté : 21 P 480 919 et AD 49 : dossier de détenu coté : 248 w 28, n° 2075.

« Maison Centrale de Fontevrault
Le 21 février 1942,

Nom et prénoms Guillon A

Ma chère petite femme,

J'ai un grand malheur à t'apprendre dans 20 heures, je ne serais plus de ce monde.

À mon réveil ce matin, l'on m'a appris que j'étais pris comme otage et à 11h, je vais être fusillé, que la vie n'est pas grand-chose quand même.

J'espère que tu me pardonneras si je t'ai fait quelques misères quelquefois, mais vois-tu j'aimais mon parti et je vais mourir pour lui. Heureusement ma pauvre, j'ai opté pour la retraite, tu auras un peu pour vivre.

Je viens d'avoir la visite de Monsieur l'Aumônier, je vais mourir en chrétien, excuse si j'écris mal car ma main tremble et des larmes tombent sur le papier.

Écrit à Monsieur Pion et dis lui que je désire que quatre de mes bons amis m'apportent une gerbe de fleurs. Pion, Robert, Jean, Béasse.

Si tu le peux, ramène mon corps à Teillé.

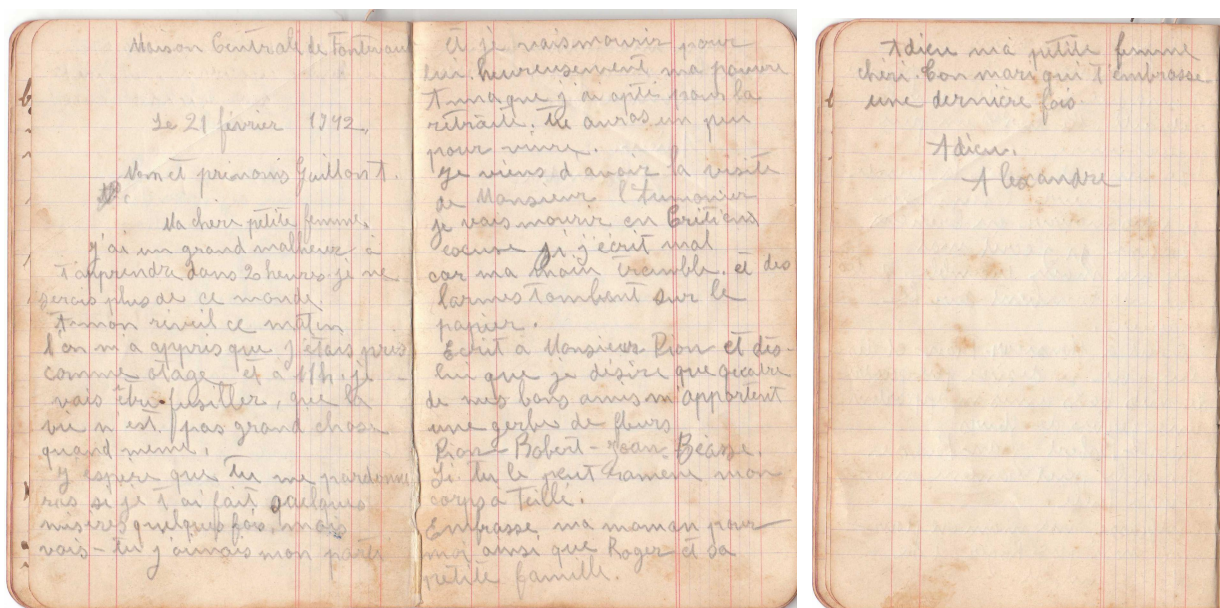
Embrasse ma maman pour moi ainsi que Roger et sa petite famille.

Adieu ma petite femme chérie.

Ton mari qui t'embrasse une dernière fois.

Adieu,

Alexandre »



Transcription de la dernière lettre d'Alexandre Guillon (document Archives départementales de Loire-Atlantique)

¹⁸ Carnet conservé aux Archives départementales de Loire-Atlantique.

4. Pour aller plus loin.....

4.1. Abécédaire

A. S. : armée secrète

Ausweis : laissez-passer, papier nécessaire pour pouvoir circuler en France dans la zone occupée à la zone libre.

BBC : sigle désignant ma British Broadcasting Corporation dénomination officielle de la radio britannique.

Collaboration : politique d'entente avec l'occupant allemand destiné à s'attirer sa bienveillance pour en tirer des avantages politiques ou économiques.

Collaborateur, « collabo » :
désigne les Français qui, à l'instigation du maréchal Pétain, se sont rangés aux côtés de l'occupant allemand. Ce pouvait être quelqu'un qui partageait et diffusait les idées de l'Etat Français mais aussi pouvait aider les Allemands en pratiquant la délation, c'est-à-dire en dénonçant anonymement des juifs ou des résistants de manière à les faire emprisonner.

Compagnon de la Libération :
ce titre fut décerné pour « récompenser les personnes ou les collectivités militaires et civiles qui se seront signalées dans l'œuvre de la Libération de la France et de son empire ». Ainsi, 1038 personnes, cinq communes (Paris, L'Île-de-Sein, Nantes, Grenoble et Vassieux-en-Vercors) mais aussi dix-huit unités combattantes comptent au nombre des Compagnons de la Libération lors de la signature du décret de forclusion de l'Ordre de la Libération soit le 23 janvier 1946. Parmi les 1038 Compagnons, 260 ont été nommés à titre posthume, (dont 10 natifs de Loire-Atlantique, 12 en Maine-et-Loire, 1 en Mayenne, 8 en Sarthe, 6 en Vendée).

Déportation : au cours de la Seconde Guerre mondiale, 65000 résistants politiques, otages et victimes de représailles ont été déportés de France par les Allemands et 40 % d'entre eux sont morts en déportation. En effet, au-delà des peines infligées soit par des tribunaux français, soit par leurs propres cours martiales, les autorités d'occupation infligeaient leur propre châtiment et expédient les condamnés dans des camps de concentration. Les résistants étaient envoyés notamment vers Auschwitz-Birkenau, Buchenwald, Dachau, Dora, Mauthausen, Struthof-Natzweiler, Ravensbrück, Sachsenhausen.

F.F.I. (Forces Françaises de l'Intérieur) :
nom donné en 1944 à l'ensemble des groupes de militaires de la Résistance.

Gestapo ou Geheime Staatspolizei « police secrète d'Etat » :
police secrète d'Etat de l'Allemagne nazie qui fit régner la terreur en Allemagne ainsi que dans les pays occupés dont la France.

Kommandantur : lieu où est implantée la police allemande.

Kriegsmarine : marine de guerre allemande sous le III^{ème} Reich.

Ligne de démarcation :
frontière de juin 1940 à novembre 1942 qui séparait la France en deux et déterminait la « zone occupée » par les Allemands, au Nord et à l'Ouest ainsi que la « zone libre », au Sud où beaucoup de gens se sont réfugiés.

Maquis :	groupement d'hommes qui vivent dans la clandestinité dans des régions d'accès difficiles comme les forêts et combattant les Allemands, les armes à la main. ➔ Expression : « prendre le maquis » pour dire « entrer dans la Résistance ».
Milice :	Police française instaurée par Laval en janvier 1943, dont le but était d'aider l'occupant allemand, de réprimer et d'empêcher les faits de résistance en particulier.
Mouvements de résistance :	associations clandestines destinées à lutter contre l'occupant allemand en France.
Occupation :	désigne la période à partir de juin 1940 à novembre 1944 (date de la Libération de Strasbourg) durant laquelle la France fut occupée par les Allemands.
Otages :	personnes arrêtées, garantissant sur leur vie l'exécution d'un traité ou la sécurité de ceux qui les détiennent.
Rafle :	arrestation massive de civils opérée à l'improviste par la police afin de les interner, de les déporter.
Répression :	réprimer ; fait d'arrêter par la violence un mouvement de révolte collectif. ➔ châtiment, punition.
Résistance :	Terme utilisé pour désigner toute l'action clandestine contre l'occupation allemande et le régime nazi pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle marque le refus de l'armistice et de l'occupation allemande qui conduit à l'organisation des mouvements clandestins pour lutter contre l'occupant.
Résistant :	patriote appartenant à la résistance, pendant la Seconde Guerre mondiale. ➔ franc-tireur, maquisard.
Soldatenheim :	foyer du soldat allemand.
Terroriste :	membre d'une organisation qui se sert d'actes de violence comme moyen d'action (exemple : attentat).
Vichy :	en juillet 1940, l'Etat Français remplace la République. Les pleins pouvoirs sont confiés au maréchal Pétain qui installe son gouvernement en zone libre à Vichy, d'où le nom donné à ce régime : régime de Vichy.
Wehrmacht :	« force de défense » : nom de l'armée allemande du III ^{ème} Reich, placée sous les ordres d'Hitler.

4.2. Chronologie indicative ¹⁹

1940

- 14 juin : les troupes allemandes pénètrent dans Paris.
- 16 juin : Pétain remplace Paul Reynaud à la présidence du Conseil à Bordeaux.
- 18 juin : appel radiodiffusé du général de Gaulle à Londres.
- 22 juin : signature de l'armistice entre la France et l'Allemagne.
- 28 juin : le gouvernement britannique reconnaît le « chef des Français Libres ».
- 29 juin : le gouvernement français quitte Bordeaux pour Vichy.

¹⁹ Belot Robert (sous la direction de), *Les résistants*, Edition Larousse, collection L'œil des archives, 2006, 320 p. ; *La Lettre de la Fondation de la Résistance*, n° 31, décembre 2002, thème « [Les jeunes dans la Résistance](#) », p. 30-31.

10 juillet : le Parlement, réuni à Vichy, vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Fin de la III^{ème} République. Début de l'Etat français.

11 juillet : Pétain promulgue les actes constitutifs de « l'Etat français » mettant fin à la République.

12 juillet : Laval devient vice-président du Conseil.

Eté : premières attitudes du refus de la défaite :

- graffitis hostiles à l'occupant, tracts, etc.

- premiers sabotages qui sont autant de démonstrations d'hostilité à l'occupant,

- constitution de noyaux d'opposition à l'occupant et à Vichy (comme le réseau dit du Musée de l'Homme).

20 septembre : retour en zone occupée interdit aux juifs et aux étrangers.

3 octobre : l'Etat français promulgue le premier « statut » des juifs.

24 octobre : entrevue de Montoire entre Pétain et Hitler, qui institue la collaboration politique.

11 novembre : première manifestation d'opposition contre l'occupant : des étudiants et lycéens manifestent à l'Arc de Triomphe de Paris.

1941

21 février : Darlan est nommé vice-président du Conseil du gouvernement de Vichy.

29 mars : Xavier Vallat est nommé commissaire général aux questions juives.

26 mai : début de la grève des mineurs du Pas-de-Calais.

2 juin : second statut des juifs publié à Vichy.

10-14 août : rencontre Churchill-Roosevelt et signature de la Charte de l'Atlantique.

14 août : hauts fonctionnaires, militaires et magistrats doivent prêter serment de fidélité à la personne du Chef d'Etat.

16 septembre : le maréchal Keitel adresse un ordre : pour tout soldat allemand tué, 50 otages seront exécutés.

30 septembre : Otto von Stülpnagel publie le « code des otages ».

12 octobre : la Légion des Volontaires Français prête serment à Hitler.

22 octobre : exécution de 48 otages dont 27 à Châteaubriant en représailles de l'attentat de Nantes.

7 décembre : le maréchal Keitel signe le décret « nuit et brouillard » instaurant une procédure secrète contre les résistants des pays d'Europe de l'Ouest pour faire condamner et « disparaître » dans le Reich.

15 décembre : exécution de 100 otages en France.

1942

Janvier : Jean Moulin, parachuté en France comme représentant du général de Gaulle et délégué du Comité national pour la zone non occupée, est chargé d'unifier la Résistance en zone sud.

3-4 mars : bombardement allié meurtrier sur Boulogne-Billancourt.

27 mars : premier convoi de « déportés raciaux » de France vers Auschwitz.

5 avril : installation de la Gestapo en zone occupée.

17 avril : Darlan démissionne et Laval redevient chef du gouvernement.

27 mai : jusqu'au 11 juin, le camp retranché de Bir-Hakeim est pris d'assaut par les FFL.

29 mai : en zone occupée, les juifs âgés de plus de 6 ans doivent porter « l'étoile jaune ».

22 juin : Laval annonce la Relève.

4 juillet : le gouvernement de Vichy donne son accord à la déportation des juifs étrangers des deux zones.

14 juillet : la France Libre devient la France combattante.

16-17 juillet : rafle du Vél' d'Hiv' à Paris, 12 884 personnes dont 4051 enfants.

26-28 août : rafles de juifs en France dans la zone non occupée (environ 7000 personnes).

30 août : à Toulouse, le cardinal Saliège proteste contre la persécution des juifs.

4 septembre : publication de la « loi » relative à « l'utilisation et à l'orientation de la main d'œuvre ».

11 novembre : occupation allemande de la zone sud. Mise en place d'un comité de coordination des mouvements de zone sud présidé par Jean Moulin.

1943

30 janvier : création de la Milice française par le gouvernement de Vichy.

16 février : instauration du Service du Travail Obligatoire (S.T.O.) en Allemagne.

Fin février : nombreux sont les réfractaires au S.T.O.; deuxième mission de Jean Moulin, qui revient en France comme représentant du général de Gaulle : il est chargé de créer et de présider le Conseil national de la Résistance (C.N.R.).

21 juin : arrestation de Jean Moulin et de ses compagnons à Caluire (Rhône).

10 juillet : débarquement anglo-américain en Sicile.

17 juillet : le C.F.L.N. (Comité Français de Libération nationale) est reconnu par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'URSS.

3 septembre : ordonnance du C.F.L.N. mettant en accusation tous les membres des gouvernements depuis le 17 juin 1940.

17 septembre : création de l'Assemblée consultative provisoire (Alger).

5 octobre : fin de la Libération de la Corse.

13 octobre : l'occupant interdit l'accès libre de Pétain à la radio. Le chef de l'Etat français cesse d'exercer ses fonctions.

18 décembre : Pétain accepte toutes les conditions posées par le Reich.

30 décembre : Joseph Darnand devient secrétaire général au Maintien de l'ordre.

1944

Février : création des Forces françaises de l'intérieur (F.F.I.) par la fusion des formations militaires des mouvements de Résistance et de l'Organisation de Résistance de l'Armée (O.R.A.) avec les maquis et les groupes francs.

15 mars : publication du programme du C.N.R..

6 juin : la Résistance exécute les plans de sabotage prévus par les Alliés, retardant l'arrivée des renforts allemands sur le front de Normandie. La guérilla se développe sur tout le territoire.

19-25 août : libération de Paris par les F.F.I. et la 2^e D.B. du général Leclerc avec l'aide de la 4^e division d'infanterie US.

4.3. Ressources pédagogiques et documentaires

Les plaquettes « Mémoire et citoyenneté » du ministère de la Défense, essentiellement destinées aux jeunes, retracent les principaux événements des conflits contemporains. Des chronologies et de courtes notices biographiques ou thématiques accompagnent ces synthèses historiques dont certaines précisent le sens et l'évolution des grandes commémorations nationales.

Ces documents sont téléchargeables ou disponibles dans les services départementaux de l'ONAC :

N° 5 : [Le réseau du musée de l'Homme, une épopée tragique](#)

N° 7 : [La ligne de démarcation](#)

N° 12 : [Vercors le Silence de la mer](#)

N° 17 : [Honoré d'Estienne d'Orves \(1901-1941\)](#)

N° 18 : [La journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'Etat français et d'hommage aux « Justes » de France](#)

N° 20 : [Les fusillés de Châteaubriant, 22 octobre 1941](#)

N° 23 : [La presse clandestine, l'information, la lutte, l'espoir](#)

N° 31 : [Les Cinq étudiants du Lycée Buffon](#)

Hors-collection : [Hommage à Guy Môquet et aux martyrs de la Résistance](#)

La revue *Les chemins de la mémoire* du ministère de la Défense

N° 196, juillet-août 2009 : « [La politique des otages sous l'occupation](#) »

N° 119, juillet-août 2002 : « [Les grandes rafles de juifs en France](#) »

N° 127, avril 2003 : « [L'unification de la Résistance](#) ».

Le CIDEM, collection « Répères pour éduquer » :

[Guy Môquet et les jeunes dans la résistance](#),

- Deux numéros de *Télédoc* sur la Résistance : [La Résistance n° 1](#) et la [Résistance n° 2](#)

- [La Fondation de la Résistance](#) :

Cet organisme édite chaque année des cahiers relatifs aux thématiques du concours ainsi que d'autres renseignements sur son site. Ces dossiers sont toujours téléchargeables et peuvent constituer de précieux outils pour le thème 2010-2011, tels :

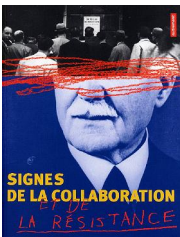
[Les jeunes dans la Résistance](#) en 2002-2003

[Résistance et monde Rural](#) en 2005-2006

- L'Institut National de l'Audiovisuel dispose aussi de films d'époque que l'on peut visionner en ligne : www.ina.fr

4.4. Des expositions

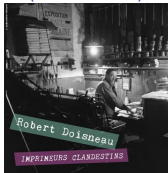
L'ONAC propose au grand public et plus particulièrement aux scolaires un ensemble d'expositions qui abordent de façon résolument didactique des thèmes relatifs aux conflits contemporains: la Grande Guerre, la résistance, la citoyenneté, la déportation, l'Indochine ainsi que le parcours de grandes figures emblématiques. Parallèlement à ces expositions nationales, les services départementaux conçoivent, avec leurs partenaires, des expositions qui valorisent l'histoire et la mémoire locale. Composées de panneaux plastifiés ou sur bâche, toutes ces expositions sont gracieusement mises à disposition de tous les établissements scolaires, associations et collectivités territoriales, sur simple demande auprès d'un service départemental de l'ONACVG. Voici une sélection ainsi que les coordonnées des services de l'ONAC à contacter dans la région :

1940, combats et résistances 	Jean Moulin, un héros moderne 	Vers la Victoire, la France au combat 1942-1945. 
Signes de la collaboration et de la résistance 	<u>Désobéir pour sauver, des policiers et des gendarmes français Justes parmi les nations</u> 	<u>Les Français Libres et leur chef, le Général de Gaulle</u> 

➤ Contacts

Service départemental de la Loire-Atlantique 2, rue du château de l'Eraudière Immeuble Le Montana B BP 42 827 44328 NANTES CEDEX 3 ☎ : 02-51-86-02-10 ✉ : sd44@onacvg.fr Directrice : Mme Evelyne Pinthier	Service départemental du Maine-et-Loire Cité administrative 15 bis, rue Dupetit-Thouars 49047 ANGERS CEDEX 01 ☎ : 02-41-47-82-92 ✉ : sd49@onacvg.fr Directrice : Mme Marjorie Boutillier-Pelletier	Service départemental de la Mayenne 128, boulevard Jourdan B.P. 3954 53032 LAVAL CEDEX 9 ☎ : 02-43-49-39-84 ✉ : sd53@onacvg.fr Directeur : M. Sylvère Vesnier
Service de l'ONAC de la Sarthe 61 boulevard Robert Jarry B.P. 27150 72007 LE MANS CEDEX 1 ☎ : 02-43-24-96-00 ✉ : sd72@onacvg.fr Directeur : M. Michel Pascot	Service de l'ONAC de la Vendée Cité administrative Travot Rue du 93^{ème} R.I. B.P. 797 85020 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX ☎ : 02-51-37-00-52 ✉ : sd85@onacvg.fr Directeur : M. Thierry Daverdisse	Office national des anciens combattants Le site internet : www.onac-vg.fr A la rubrique « élève – enseignant – étudiant » vous propose des brochures ainsi que des informations sur ces expositions (descriptif des panneaux)

4.5. Quelques sites internet utiles

Le mont Valérien 	Mémoire des hommes Deuxième Guerre mondiale 	Fondation de la Résistance 	Les Compagnons de la Libération 
Mémoire et Espoirs de la Résistance 	Mémorial de Caen 	Musée de la Résistance bretonne Saint-Marcel 	Bibliothèque nationale de France Gallica - Presse 
Institut national de l'Audiovisuel 	Rectorat de l'académie de Nantes - Espace pédagogique 	Chemins de Mémoire Ministère de la Défense 	Musée de l'Armée Paris – Invalides 
Centre régional « Mémoire et liberté » (Thouars 72)  exposition <i>Imprimeurs clandestins</i>			

4.6. Filmographie

Voici une sélection non exhaustive de films, qui évoquent le sujet du concours de cette année. En cliquant sur l'affiche du film, vous accédez à une page internet liée à ce long-métrage.

La Bataille du rail de René Clément (1946)



Le père tranquille de René Clément (1946)



La ligne de démarcation de Claude Chabrol (1966)



L'Armée des ombres de Jean-Pierre Melville (1969), adapté du roman éponyme de Joseph Kessel



Le vieux fusil de Robert Enrico (1976)



Monsieur Klein de Joseph Losey, avec Alain Delon (1976)



Au revoir les enfants de Louis Malle (1987)



L'Œil de Vichy de Claude Chabrol, une sélection des actualités du régime de Vichy (1993)



Monsieur Batignole de Gérard Jugnot (2002)



Lucie Aubrac de Claude Berri (1997)



L'armée du crime de Robert Guédigian (2009)



La Rafle de Roselyne Bosch réalisé (2010)



➤ Films de télévision

Jean Moulin est un téléfilm historique en deux parties réalisé par Yves Boisset en 2007. Il retrace les trois dernières années de la vie de Jean Moulin, préfet d'Eure-et-Loir et unificateur de la Résistance.

Un Village français est une série télévisée française créée par Frédéric Krivine, Philippe Triboit et Emmanuel Daucé. Elle a été diffusée sur France 3 à partir du 4 juin 2009. Cette série a pour but de retracer la chronologie de l'occupation allemande du point de vue de la population civile.

Les « docu-fictions » se développent de plus en plus, l'exemple sur certaines chaînes de télévision : France télévision (France 2 et France 5) avec *Vivre libre ou mourir* ; *Quand il fallait sauver les juifs* ;

4.7. Discographie

Le dossier pédagogique de l'exposition *Chantons sous l'occupation* du Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon permet de découvrir cette période à travers le reflet que nous en donne la chanson.

➤ La chanson comme outil de la résistance

Les airs chantés durant la guerre et sont souvent détournés par des artistes impliqués dans la résistance, tel Pierre Dac²⁰. Il décide de rejoindre Londres dès 1941, mais est plusieurs fois arrêté et emprisonné en Espagne. Devenu l'humoriste des émissions en français *Les Français parlent aux Français* de Radio Londres à partir de 1943, il y parodie des chansons à la mode (*Les gars de la Marine*, *Ça fait d'excellents français*, *Horst-Wessel-Lied*) pour brocarder le gouvernement de Vichy, les collaborationnistes et le régime nazi. Il fut, parmi d'autres, la voix du slogan célèbre de Jean Oberlé : « Radio Paris ment, Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand » sur l'air de *la Cucaracha*.

➤ La complainte du partisan et Le Chants des partisans

La Complainte du partisan est une chanson écrite à Londres en 1943 par Emmanuel d'Astier de La Vigerie — surnommé « Bernard » dans l'armée des ombres — et Anna Marly pour la musique²¹. Elle passe pour la première fois à la BBC, à destination de la France occupée. Un des disques est même détruit par la DCA allemande lors d'un parachutage de résistants. Elle devient une chanson populaire dans les années 1950.

Elle est désormais moins connue que le presque homonyme *Chant des Partisans*, également composé par Anna Marly, mais écrit par Joseph Kessel et Maurice Druon, devenu l'hymne officiel de la Résistance française.

Par la suite, *La Complainte du Partisan* est interprétée par de nombreux artistes comme les Compagnons de la Chanson, Leni Escudero, Mouloudji, Marc Ogeret, Anna Prucnal, Joan Baez, etc. Ce chant connaît finalement une deuxième jeunesse quand il est repris dans sa version anglaise, *Song Of The French Partisan*, sous le titre *The Partisan*, en 1969 par Leonard Cohen dans son deuxième album *Songs From A Room*. On peut citer par exemple, les versions des artistes suivant :

- Yves Montand sous le titre *Le Chant de la libération* dans l'album *Chansons populaires de France* en 1992.
- Johnny Hallyday l'interprète en 1998,
- le groupe Zebda l'a adaptée sous le titre *Motivés*, en 1997.

D'autres ont choisi ce thème comme sujet de chanson, par exemple : Tri Yann : *Sein 1940* dans l'album *Marines*.

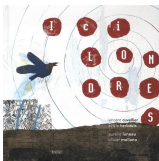
²⁰ Pierre Dac (1893-1975), humoriste français, chevalier de la Légion d'honneur, Croix de guerre 1914-1918, 1939-1945, deux palmes et cinq étoiles, médaille de la Résistance.

²¹ On peut trouver la chanson sur le livre-album *Mémoires, Anna Marly, Troubadour de la Résistance*, Tallandier, Paris, 2000

4.8. Bibliographie générale indicative

- Aubrac Lucie, *Ils partiront dans l'ivresse*, Le Seuil, collection « Points », Paris, 1997.
- Audoli-Courtault Jane, *Lettres du Mont Valérien*, coédition SGA/DMPA/Ouest-France, 2009, 71 p.
- Auzias Dominique, Ferlin Pascaline, Labourdette Jean-Paul, *Guide des lieux de mémoire : champ de bataille, cimetières militaires, etc...*, collection Le petit Futé, 2005, 307 p.
- Belot Robert, *Les Résistants*, éditions Larousse, collection « L'œil des Archives », 2006, 320 p
- Belot Robert, Alary Eric, *La Ligne de démarcation*, éditions Perrin, 2003.
- Besse Jean-Pierre, Pouty Thomas, *Fusillés : répression et exécutions pendant l'occupation, 1940-1944*, Les éditions de l'atelier, 2006.
- Cameron Claire (dir.), Fontaine Thomas, Joly Julien, Pouty Thomas et Segrétain Franck, *Le Mont-Valérien, Résistance, Répression et Mémoire*, éditions Gourcuff-Gradenigo, coédition Ministère de la Défense/SGA/DMPA, 272 p.
- Carrier Maria, *Maréchal, nous voilà 1940-1944 - Souvenirs d'enfance sous l'occupation*, éditions Autrement, 2004.
- Chavot Pierre et Morenne Jean-Denis, *L'ABCdaire de la Seconde Guerre mondiale*, Flammarion, 2001, 119 p.
- Chimello Sylvain, *Recueil de chants de la Résistance*, livre avec un CD, éditions Autrement, 2004, 320 p.
- Copernik Pierre, *L'ABCdaire de la Résistance*, éditions Flammarion, 2001, 120 p.
- Eismann Gaël, Martens Stefan, *Occupation et répression allemande*, éditions Autrement, collection « Mémoire », 2007, 275 p.
- Eychart François, Aillaud Georges, *Les Lettres françaises et les Etoiles dans la clandestinité - 1942-1944*, éditions Le Cherche Midi, 2008.
- Farmer Sarah et Tisseron Serge, *Parlez-moi d'Oradour - 10 juin 1944*, éditions Perrin, 2004.
- Gilzmer Mechtild, *Camp de femmes - Chronique d'internées, Rieucros et Brens 1939-1944*, éditions Autrement, collection « Mémoire Histoire », 2000, 269 p.
- Greff Jean-Pierre (dir.), *Signes de la Collaboration et de la Résistance*, éditions Autrement, 2002.
- Jean Jean-Paul (dir.), *Barbie - Touvier - Papon*, éditions Autrement, collection « Mémoire Histoire », 2002.
- Laborie Pierre, *Les mots de 39-45*, Presses universitaires du Mirail, 2006.
- Le Corre Guy, *Un cheminot rennais dans la résistance 1941-1944*, éditions Tirésias, Aeri.
- Morin-Rotureau Evelyne, *1939-1945 : combats de femmes, françaises et allemandes - les oubliées de la guerre*, éditions Autrement / en partenariat avec la DMPA, 2001.
- Mechtild Gilzmer, Christine Levisse-Touze et Stefan Martens [dir.], *Les femmes dans la Résistance en France*, Paris, Tallandier, 2003.
- Peck Hélène, article « Les Françaises sous Vichy », in *Histoire des femmes en occident, tome 5 : le XXe siècle*, Duby Georges, Perrot Michel, Thébaud Françoise (dirigé par), Plon, 1992.
- Quellien Jean, Leleu Jean-Luc, Passera Françoise, Daeffler Michel, *La France pendant la Seconde Guerre mondiale*, Fayard, collection « divers Histoire », 333 p.
- Quétel Claude, Masson Philippe, *La Seconde Guerre mondiale*, éditions Larousse, collection « L'œil des Archives », 528 p.
- Quétel Claude, *Les femmes dans la guerre 1939-1945*, éditions Larousse, collection L'Oeil des Archives, 240 p.
- Rameau Marie, *Des femmes en résistance 1939-1945*, éditions Autrement, 2008,
- Roussio Henri, *Le Régime de Vichy*, P.U.F, collection « Que sais-je ? », 2007.
- Trouplin Vladimir, Bradfer Marc (sous la direction de), *Dictionnaire des compagnons de la Libération*, co-édité par la DMPA et les éditions Elytis, 2010, 1232 p.

4.9. Ouvrages pour la jeunesse et bandes dessinées

- Cuvellier Vincent, <i>Ici Londres</i>, éditions du Rouergue, 2008. Caché dans la remise à bois, un jeune garçon écoute clandestinement le poste à galène de son père d'où s'égrènent des messages, drôles ou oniriques. Il faut se cacher pour écouter les programmes diffusés depuis Londres et tendre l'oreille pour deviner les voix, assourdis par le brouillage. A cette époque-là, la radio diffuse de la poésie et les mots sont des armes. On appelle ça des " messages personnels ". Ecouter la radio n'est pas un acte anodin. Derrière ces phrases codées qui dessinent un voyage imaginaire jusqu'à l'annonce du débarquement en Normandie et le rêve plus concret d'une paix prochaine, se trament des largages d'armes, des transports clandestins, des appels à la résistance. Par-delà les années, les voix de Londres font une musique étrangement actuelle à nos oreilles.	
Nicodème Béatrice, <i>Amis entends-tu ?</i>, Nantes, Gulf Stream, 2008. Nantes, 1943. Du haut de ses treize ans, Félix ne supporte pas de voir sa famille se résigner à l'occupation allemande. Il ne rêve que de rejoindre un réseau de résistance. Au lycée, Jacky, de deux ans son aîné, n'a peur de rien et semble bien être l'un de ces héros de l'ombre. Pour l'approcher et rejoindre les rangs de l'armée secrète, Félix est prêt à tout. Une sombre histoire de corbeau dénonçant des Nantais aux autorités allemandes va lui permettre de faire la preuve de son courage. Félix se lance à corps perdu dans une enquête difficile et âpre qui le mènera à regarder d'un autre œil tous ses proches. Sous les bombardements des forteresses volantes, des hommes et des masques vont tomber.	
Swartz et Yann, <i>Une aventure de Spirou et Fantasio (Tome V). Le groom vert-de-gris</i>, Dupuis, 2009. 1942. Bruxelles est occupée. Spirou, groom au Moustic Hôtel réquisitionné par les Allemands, et Fantasio, journaliste au quotidien <i>Le Soir</i>, se reprochent mutuellement leur trop grande proximité avec l'Occupant. Ce que Fantasio ignore, c'est que Spirou, sous le nom de code « d'Écureuil wallon », est en fait un membre de la résistance qui s'apprête à déjouer le piège diabolique tendu par le redoutable colonel Von Knochen au principal réseau de résistance belge.	
Galandon Laurent (scénariste) et Monin Arno (dessinateur), <i>Album coffret de L'enfant maudit Tome 1 Les tondues, et Tome 2 La dame blanche</i>, Bamboo, Grand Angle, 2008. France, 1941. Jeune orphelin fasciné par les oiseaux, Simon vit dans sa campagne, loin de la tourmente. L'antisémitisme s'insinue progressivement jusque dans son quotidien pour lui rappeler qu'il est juif. Confronté à la bêtise humaine, Simon va devoir fuir. Pourtant, où qu'il se trouve, la Dame Blanche apparaît : prédateur de mauvais augure ou ange gardien nocturne ? Sa fuite l'emmènera jusque dans les montagnes où il pensera trouver un nouveau temps de paix.	
Art Spiegelman (traduit par Ertel Judith), <i>Maus, un survivant raconte - Et c'est là que mes ennuis ont commencé</i> (tome 1 et 2) Flammarion, 1998 - Prix Pulitzer 1992 Le père de l'auteur, Vladek, juif polonais, rescapé d'Auschwitz, raconte sa vie de 1930 à 1944, date de sa déportation. Ce récit est rapporté sous la forme d'une bande dessinée dont les personnages ont une tête d'animal : les juifs sont des souris, les nazis des chats, les Polonais des porcs et les Américains des chiens. Bestiaire insolite, qui nous ôte brutalement le plus vague sentiment de familiarité, Maus exprime l'indicible sans sombrer dans le grotesque. En deux temps - les années 75-80, cadre temporel de ses conversations avec Vladek et, en flashback, les années 30-40, époque des événements racontés - Spiegelman dessine la mémoire. Drame en cinq actes, pour une double survie : celle du père, mais aussi celle du fils qui se débat pour survivre au survivant. Une épopée en bulles.	

Conception et réalisation
Marie Llosa
Coordonnatrice mémoire et communication
Région Pays de Loire
Service départemental de l'ONAC de Loire-Atlantique
adresse postale : BP 42 827
44238 Nantes cedex 3

En partenariat les services départementaux de
L'Office national des anciens combattants
de Loire-Atlantique, du Maine-et-Loire, de la Mayenne,
de la Sarthe, de la Vendée.

site internet : www.onac-vg.fr

